

# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

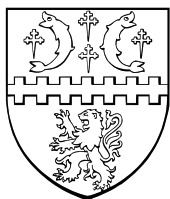
**La séance du conseil communal se déroulera sous le régime Covid check.**

Les membres du conseil communal se réuniront le **20 septembre 2021** en la salle des séances à l'Hôtel de Ville, pour délibérer sur les objets suivants :

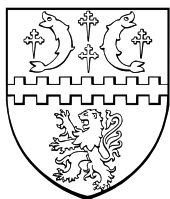
### ORDRE DU JOUR

#### Séance publique (17.00 heures)

1. Communications du collège des bourgmestre et échevins.
2. Administration générale
  - 2.1. Transfert du lieu de réunion des séances du conseil communal dans la salle des séances de l'Hôtel de Ville – décision.
  - 2.2. Formation du tableau de préséance du conseil communal – décision.
  - 2.3. Titres de recettes – décision.
  - 2.4. Approbation de la première modification des recettes et des dépenses au budget ordinaire de l'exercice 2021 – décision.
  - 2.5. Acquisition de deux camions pour les besoins du service de la voirie – décision.
  - 2.6. Travaux d'agrandissement du parking « A Rousen » à Pétange : vote du devis et d'un crédit spécial – décision.
  - 2.7. Travaux de réfection de la façade du côté sud du Bâtiment administratif à Pétange : vote du devis et d'un crédit spécial – décision.
  - 2.8. Travaux de réfection dans la Maison Relais « Dachse vun der Bich » et de la copropriété à Rodange, rue du Clopp n° 2-A, 2-B et 2-C : vote d'un crédit spécial – décision.
  - 2.9. Travaux d'aménagement d'un parking de surface pour camionnettes à Rodange, rue Jos Moscardo : vote d'un crédit spécial – décision.
  - 2.10. Travaux d'extension du bâtiment « Haus bei der Kor » à Pétange : vote du décompte provisoire et d'un crédit supplémentaire – décision.
  - 2.11. Travaux de remplacement de la centrale de détection d'incendie du Bâtiment administratif à Pétange : vote du décompte – décision.
  - 2.12. Travaux de fourniture et de pose d'éléments de jeux sur les aires de jeux près des établissements socio-éducatifs : vote du décompte – décision.
  - 2.13. Travaux de fourniture et de pose d'éléments de jeux sur les autres aires de jeux : vote du décompte – décision.
  - 2.14. Travaux de mise en place d'une voile solaire dans la crèche Villa Bambi à Rodange : vote du décompte – décision.
  - 2.15. Démission d'un membre de la commission de la famille, du 3<sup>e</sup> âge et des handicapés – information.
  - 2.16. Syndicat Intercommunal des Tramways dans le Canton d'Esch/Alzette « TICE » : remplacement d'un délégué – décision.
  - 2.17. Syndicat Intercommunal pour la Conservation de la Nature du Sud-Ouest « SICONA Sud-Ouest » : remplacement d'un délégué – décision.
  - 2.18. Allocation d'une indemnité aux recenseurs pour le recensement général de la population du 8 novembre 2021 – décision.
3. Enseignement : Affectation du personnel enseignant pour l'année scolaire 2021/2022 – décision.
4. Affaires sociales
  - 4.1. Subventions au profit des victimes du tremblement de terre en Haïti et des hôpitaux soutenus en Afghanistan par Caritas Luxembourg – décision.
  - 4.2. Subventions au profit des victimes des inondations dans les communes d'Echternach et de Rosport/Mompach – décision.
  - 4.3. Convention relative à la mise à la disposition temporaire d'un logement communal sis à Lamadelaine, Grousswiss n° 3 – décision.



- 
- 4.4. Adaptation du loyer d'un logement social sis à Lamadelaine, rue Grousswiss n°17 – décision.
  - 4.5. Approbation du compte de l'exercice 2019 de l'Office social - décision.
  - 5. Propriétés
    - 5.1. Avenant n°1 à la convention relative à l'élargissement du « Schwaarze Wee », à la remise en état du tronçon de la piste cyclable nationale 6 (PC6) et à la stabilisation du talus du parking P&R à Pétange avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la CFL – décision.
    - 5.2. Convention avec la société Threeland Hôtels SA relative à la mise à la disposition gratuite d'un terrain dans la rue Pierre Hamer à Pétange – décision.
    - 5.3. Compromis concernant l'acquisition gratuite d'un terrain sis à Lamadelaine, lieu-dit « Rue de la Montagne », de la part de la société JP+R Promotions SARL – décision.
    - 5.4. Compromis concernant l'acquisition d'un terrain sis à Rodange, lieu-dit « A la Croix Cassée », de la part de Mme Anne Fournelle – décision.
    - 5.5. Acte concernant l'acquisition gratuite de terrains sis à Rodange, lieu-dit « Rue des Romains », de la part de la société Kalista Immo SA – décision.
    - 5.6. Acte concernant l'acquisition gratuite de terrains sis à Rodange, lieux-dits « A la Croix Saint Pierre », « Rue Albert Schweitzer » et « Rue des Vieilles Parts », de la part de la société Optima Immobilière SA – décision.
    - 5.7. Acte concernant l'acquisition gratuite de terrains sis à Pétange, lieu-dit « Rue des Jardins », de la part de la société Ross 128 SARL – décision.
    - 5.8. Acte concernant l'acquisition de terrains à Lamadelaine, lieux-dits « Rue des Prés » et « Route de Luxembourg », de la part de Mme Josette Thill et M. René Baltes – décision.
    - 5.9. Acte concernant l'acquisition de terrains sis à Lamadelaine, lieu-dit « Im gelben Butter », de la part des héritiers Nicolas Agarand – décision.
    - 5.10. Acte concernant la vente d'un terrain sis à Rodange, lieu-dit « Rue du Clopp », de la part de M. Bruno Poquet – décision.
    - 5.11. Acte concernant l'échange de terrains sis à Rodange, lieu-dit « Rue Nicolas Biever », avec la société Elsa-Immo SARL – décision.
  - 6. Urbanisation
    - 6.1. Dénomination d'une nouvelle rue à Pétange, entre la rue de la Résistance et la rue de la Chiers - décision.
    - 6.2. Droit de préemption relatif à une parcelle cadastrale située à Lamadelaine, lieu-dit « Rue du Titelberg » - décision.
    - 6.3. Droit de préemption relatif à une parcelle cadastrale située à Lamadelaine, lieu-dit « Auf dem Lehm » - décision.
    - 6.4. Droit de préemption relatif à une parcelle cadastrale située à Rodange, lieu-dit « Au sentier d'Athus » - décision.
    - 6.5. Droit de préemption relatif à une parcelle cadastrale située à Pétange, lieu-dit « Rue Aloyse Kayser » - décision.
    - 6.6. Droit de préemption relatif à une parcelle cadastrale située à Lamadelaine, lieu-dit « Im kleinen Pesch » - décision.
    - 6.7. Projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement général de la commune de Pétange : vote définitif - décision.
    - 6.8. Projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE) de la commune de Pétange – décision.
    - 6.9. Projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général concernant des fonds situés à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy » : vote définitif - décision.
    - 6.10. Projet de modification ponctuelle de la partie graphique du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE) concernant des fonds situés à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy » – décision.
  - 7. Transports et communications
    - 7.1. Règlement temporaire d'urgence de la circulation routière à Rodange, route de Luxembourg – décision.
    - 7.2. Règlement temporaire d'urgence de la circulation routière à Rodange, rue Jos. Moscardo – décision.
-



- 7.3. Règlement temporaire d'urgence de la circulation routière à Rodange, avenue Dr Gaasch – décision.
- 7.4. Règlement temporaire d'urgence de la circulation routière à Lamadelaine, rue de la Montagne – décision.

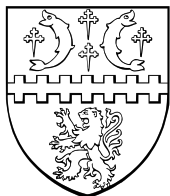
### **Séance à huis clos**

- 8. Personnel
  - 8.1. Démission volontaire d'une fonctionnaire communale – décision.
  - 8.2. Promotion d'un fonctionnaire communal du groupe de traitement B1, sous-groupe administratif – décision.
  - 8.3. Mécanisme temporaire de changement de groupe : Promotion d'un fonctionnaire au groupe de traitement A2, sous-groupe administratif – décision.
- 9. Enseignement musical : Classement d'une chargée de cours d'une classe de formation musical/éveil musical - décision.

Ainsi arrêté à Pétange, le 10 septembre 2021  
Pour le collège des bourgmestre et échevins :

Le secrétaire,

Le président,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

---

- |     |  |     |                              |
|-----|--|-----|------------------------------|
| 1.  | Communications du collège<br>des bourgmestre et échevins | 17. | Urbanisation                 |
| 2.  | Administration générale                                  | 18. | Tourisme                     |
| 3.  | Finances   | 19. | Sports et loisirs            |
| 4.  | Enseignement   | 20. | Cultes                       |
| 5.  | Enseignement musical                                     | 21. | Transports et communications |
| 6.  | Cimetières   | 22. | Vie associative              |
| 7.  | Personnel  | 23. | Sécurité                     |
| 8.  | Affaires sociales  | 24. | Budget rectifié et budget    |
| 9.  | Environnement  | 25. | Dépenses diverses            |
| 10. | Culture  | 26. | Divers                       |
| 11. | Ordre public   | 27. | Droit d'initiative           |
| 12. | Propriétés   | 28. | Point supplémentaire         |
| 13. | Sylviculture   | 29. | Questions                    |
| 14. | Infrastructures routières                                | 30. | Résolutions                  |
| 15. | Voirie vicinale  | 31. | Motion                       |
| 16. | Canalisations  | 32. | Economie & industrie         |
-



# 1.

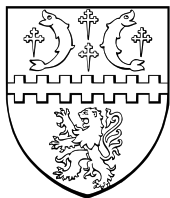
## **COMMUNICATIONS DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS**

**Les informations sont données par  
les membres du collège des bourgmestre  
et échevins en la séance même**

---

**Sont déposés, par ailleurs, à l'inspection des  
membres du conseil communal, au bureau  
du secrétaire, les documents suivants:**

- **Rapport annuel du SYVICOL de l'année 2020**
- **Rapport de la réunion du comité du SYVICOL du 31 mai 2021**
- **Rapport de la réunion du comité du TICE du 24 juin 2021**
- **Demande de maintien en service de la ligne 394 du RGTR (*réponse du directeur de l'Administration des transports publics*)**



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.1.	<b>Administration générale</b> <b>Transfert du lieu de réunion des séances du conseil communal dans la salle des séances de l'Hôtel de Ville</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Revu sa délibération du 20 avril 2020 par laquelle il a décidé de transférer temporairement, pour la période du confinement dans le contexte de la pandémie Covid-19, le lieu de réunion du conseil communal dans la Maison de la Culture « A Rousen », galerie Schiffweiler, à Pétange ;

Vu la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

Vu la loi du 14 septembre 2021 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 ;

Vu la circulaire ministérielle n° 4038 du 15 septembre 2021 ;

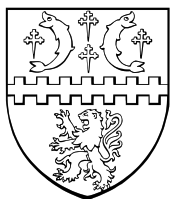
Vu la circulaire ministérielle n° 4040 du 17 septembre 2021 ;

Considérant que la circulaire précitée stipule entre autres qu'il peut être recouru au régime Covid check défini à l'article 1<sup>er</sup>, point 27 de ladite loi pour l'organisation des séances du conseil communal ;

Entendant le porte-parole du collège échevinal

- précisant que lorsque les séances du conseil communal sont organisées sous le régime Covid check, celles-ci peuvent avoir lieu sans devoir respecter le port du masque et une distanciation interpersonnelle de 2 mètres ;
- concluant que les séances du conseil communal peuvent donc de nouveau avoir lieu dans la salle des séances de l'Hôtel de Ville ;
- proposant par conséquent de retransférer le lieu de réunion des séances du conseil dans la salle des séances de l'Hôtel de Ville ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, notamment l'article 22 ;



Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

de transférer le lieu de réunion des séances du conseil communal de nouveau dans la salle des séances de l'Hôtel de Ville.

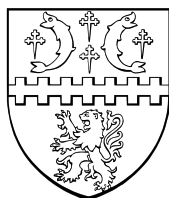
Transmet la présente pour information à l'autorité supérieure et à M. le Procureur d'Etat.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.2.	<b>Administration générale</b> <b>Formation du tableau de préséance</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu l'article 11 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 stipulant que

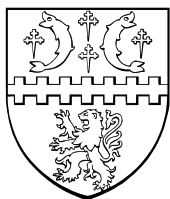
- aussitôt après la prestation de serment des nouveaux membres du conseil communal, il est procédé par celui-ci à la formation du tableau de préséance de ses membres ;
- ledit tableau est réglé d'après l'ordre d'ancienneté de service des conseillers ;
- les nouveaux membres y sont inscrits d'après la date et dans l'ordre de leur élection, à la suite de ceux qui sont déjà inscrits au tableau préexistant ;
- ceux qui sont élus par continuation ne sont pas considérés comme nouvellement entrés ;
- lorsque l'entrée en service a lieu à la même époque pour plusieurs conseillers, l'ancienneté est déterminée d'après le nombre des suffrages, au cas de parité de voix, le plus âgé l'emporte ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d r e s s e

le tableau de préséance comme suit :

Rang	Nom et prénom	Date d'entrée
1.	BREYER Roland	01 01 1988
2.	MELLINA Pierre	12 01 1994
3.	CONTER-KLEIN Raymonde	10 01 2000
4.	BRECHT Guy	03 04 2000
5.	BECKER Romain	16 11 2005
6.	MERTZIG Romain	09 11 2011
7.	SCHEUER Romain	09 11 2011



Rang	Nom et prénom	Date d'entrée
8.	STOFFEL Marco	14 05 2014
9.	ARENDT Patrick	12 01 2015
10.	BIRTZ Gaby	26 01 2016
11.	HALSDORF Jean-Marie	17 11 2017
12.	GOERGEN Marc	17 11 2017
13.	BOUCHE-BERENS Marie-Louise	17 11 2017
14.	WELTER Christian	19 09 2018
15.	MARTINS DIAS André	04 05 2020
16.	AGOSTINO Maria	19 02 2021
17.	REMACLE Patrick	15 09 2021

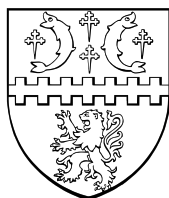
Transmet la présente à l'autorité supérieure avec prière de bien vouloir y donner son attache.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

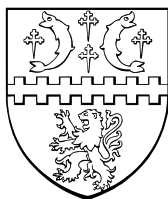
Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.3.	<b>Administration générale</b> <b>Titres de recettes</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

### 2021

N°	LIBELLÉ	ARTICLE BUDGÉTAIRE	MONTANT
1	Vente de terrains	1.130.261100.99001	172,50 €
2	Participation de l'Etat aux frais de salaires du personnel à capacité de travail réduite	2.121.744612.99003	35.690,95 €
3	Sinistre tornade : Divers remboursements des dégâts causés	2.121.748350.99002	165.392,12 €
4	TVA – mois de juin 2021	2.121.748391.99001	2.593,24 €
5	TVA – mois de juillet 2021	2.121.748391.99001	25.344,39 €
6	Remboursement par la mutualité des employeurs des indemnités pécuniaires de maladie	2.121.748392.99001	35.729,16 €
7	Impôt commercial – avance 3 <sup>e</sup> trimestre	2.170.707120.99001	374.000,00 €
8	Fonds de dotation globale des communes – avance 3 <sup>e</sup> trimestre 2021	2.170.744560.99001	7.048.043,00 €
9	Remboursements divers	2.180.748380.99001	170,10 €
10	Intérêts de poursuite	2.180.755300.99001	302,28 €
11	Maisons Relais – Part Etat – solde décompte de 2019	2.242.744611.99001	203.808,20 €
12	Maisons Relais – Part Etat – 3 <sup>e</sup> avance	2.242.744611.99001	791.167,00 €
13	Remboursement de l'Etat dans les travaux de jeunes chômeurs	2.264.744400.99001	85.010,46 €
14	Part de l'Etat dans la formation des apprentis	2.264.744400.99002	4.509,97 €
15	Part de l'Etat dans la formation des apprentis	2.264.744400.99002	9.529,89 €
16	Remboursement de l'Etat des emplois d'insertion pour chômeurs de longue durée	2.264.744400.99003	28.617,45 €
17	Remboursement de l'Etat des emplois d'insertion pour chômeurs de longue durée	2.264.744400.99003	5.581,78 €



N°	LIBELLÉ	ARTICLE BUDGÉTAIRE	MONTANT
18	Location de chasse – excédent 2020/2021	2.413.708211.99001	596,36 €
19	Location de chasse	2.413.708211.99001	24,00 €
20	Maison relais à Pétange : Installation photovoltaïque – avril à mai 2021	2.425.702300.99001	1.576,31 €
21	Reprise de matériaux recyclables	2.510.706022.99007	244,12 €
22	Reprise de matériaux recyclables	2.510.706022.99007	670,95 €
23	Reprise de matériaux recyclables	2.510.706022.99007	272,63 €
24	Reprise de matériaux recyclables	2.510.706022.99007	222,30 €
25	Reprise de matériaux recyclables	2.510.706022.99007	714,70 €
26	Reprise de matériaux recyclables	2.510.706022.99007	443,48 €
27	Pacte climat – Fonds pour la protection de l'environnement	2.590.744710.99001	50.000,00 €
28	Recettes automates boissons et nourritures aux centres sportifs – ristourne	2.822.705100.99001	145,00 €
29	Piscine de Pétange: Droits d'entrée – juin 2021	2.823.706090.99001	3.799,00 €
	<b>Total</b>		<b>8.874.371,34 €</b>

Considérant qu'en fait, ces titres doivent être soumis à l'approbation du conseil communal alors qu'ils ont pour objet le recouvrement de recettes qui n'ont pas été autorisées par cette autorité ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité a p p r o u v e

les documents en question.

La présente délibération n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

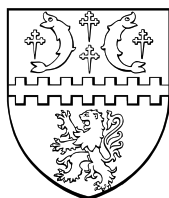
En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,





# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.4.	<b>Administration générale</b> <b>Première modification des recettes et des dépenses au budget ordinaire de l'exercice 2021</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Considérant que pour les motifs exposés au tableau ci-dessous, dressé en exécution des dispositions légales en vigueur, certaines prévisions de recettes et de dépenses inscrites au budget ordinaire de l'exercice 2021 doivent être révisées ;

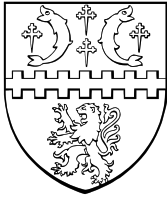
Considérant que la première modification budgétaire présente une recette supplémentaire de 75.164,76 euros ;

Vu l'article 127 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 concernant l'introduction de demandes de crédits nouveaux et supplémentaires ;

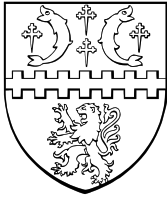
Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

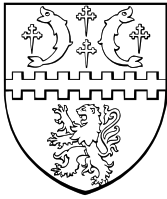
de modifier le budget ordinaire de l'exercice 2021 conformément aux indications portées aux tableaux ci-après,

**TABLEAU MODIFICATIONS BUDGETAIRES (dépenses)**

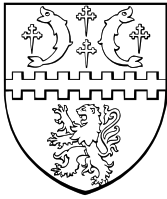
ARTICLE	INTITULE	RESPONSABLE	MONTANT BUDGET	MODIFICATIONS	NOUVEAUX MONTANTS	EXPLICATIONS
2/492/707250/99002	TAXES POUR NUITS BLANCHES	POCH	17.500	- 6.000	11.500	moins de demandes qu'initialement prévues
3/000/608121/99001	FOURNITURES POUR L'ENTRETIEN, LA REPARATION ET LE NETTOYAGE DES BATIMENTS	HEFR	460.000	40.000	500.000	nouvel éclairage et montage d'une nouvelle illumination au niveau des bassins de la piscine de Pétange. En plus hausse générale des prix d'achat des matières premières
3/121/603500/99004	ACQUISITION DE MOBILIER	POCN	30.000	13.500	43.500	acquisition de mobilier et bureaux supplémentaires pour les besoins des services de la recette, du bureau du secrétaire, du secrétariat communal/huissier et du service de l'enseignement
3/121/615100/99007	PUBLICITE, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	POCN	8.000	4.000	12.000	plus de publications qu'initialement prévues
3/121/688000/99001	T.V.A.	BATH	150.000	100.000	250.000	déclaration finale de l'exercice (113.763,76 Euros) plus élevée qu'initialement budgétisée

**TABLEAU MODIFICATIONS BUDGETAIRES (dépenses)**

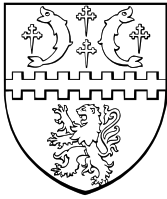
ARTICLE	INTITULE	RESPONSABLE	MONTANT BUDGET	MODIFICATIONS	NOUVEAUX MONTANTS	EXPLICATIONS
3/123/611200/99001	CAISSE - FRAIS LIES AU TERMINAL DE PAIEMENT	SCSA	2.400	500	2.900	nouveau terminal au Centre de recyclage depuis mai 2021
3/130/608160/99001	SERVICE BATIMENTS: SALAIRES EN NATURE	WELA	6.000	2.000	8.000	achat de plus de lunettes de sécurité et d'une paire de chaussures spéciale pour un ouvrier au prix de +/- 1.900 Euros
3/130/611110/99001	LOCATIONS ET AFFERMAGES DE TERRES	LEAL	5.405	1.000	6.405	contrat de bail avec l'Etat luxembourgeois relatif à la location de l'ancien site « Eucosider » à Pétange signé en date du 27 04 2021 et approuvé par le C.C. en sa séance C.C. du 19 04 2021
3/130/612200/99004	CONTROLE ET ENTRETIEN DES EXTINCTEURS	WELA	20.000	3.000	23.000	nécessité de remplacer plus d'extincteurs (après contrôle annuel) qu'initialement prévu
3/130/612200/99005	FOURNITURES POUR L'ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES	HEFR	140.000	20.000	160.000	hausse générale des prix d'achat des matières premières (plantations,...)

**TABLEAU MODIFICATIONS BUDGETAIRES (dépenses)**

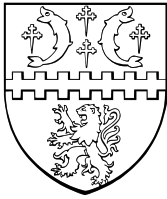
ARTICLE	INTITULE	RESPONSABLE	MONTANT BUDGET	MODIFICATIONS	NOUVEAUX MONTANTS	EXPLICATIONS
3/130/612200/99006	FOURNITURES POUR L'ENTRETIEN SUR LES AIRES DE JEUX DE LA COMMUNE	HEFR	35.000	10.000	45.000	hausse générale des prix d'achat des matières premières (bois,...)
3/130/612200/99009	SERVICE BATIMENTS: ENTRETIEN, REPARATION DES VEHICULES AUTOMOTEURS	HEFR	10.000	5.000	15.000	réparations des véhicules automoteurs par des garages/firmes externes vu la fermeture du service garage communal d'une durée de 3 mois
3/130/612200/99011	SERVICE PARCS: ENTRETIEN, REPARATION DES VEHICULES AUTOMOTEURS	HEFR	32.000	20.000	52.000	réparations des véhicules automoteurs par des garages/firmes externes vu la fermeture du service garage communal d'une durée de 3 mois
3/130/612200/99012	SERVICE NETTOYAGE BATIMENTS: ENTRETIEN, REPARATION DES VEHICULES AUTOMOTEURS	HEFR	3.000	2.000	5.000	réparations des véhicules automoteurs par des garages/firmes externes vu la fermeture du service garage communal d'une durée de 3 mois
3/130/612300/99007	TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE NETTOYAGE ET DE REPARATION DES BATIMENTS (ANCIENNES EGLISES COMMUNALES)	BEMA	18.000	8.200	26.200	réparation de l'orgue au niveau de l'église à Lamadelaine au prix de 8.200 Euros

**TABLEAU MODIFICATIONS BUDGETAIRES (dépenses)**

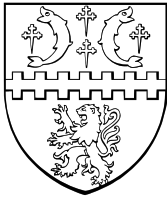
ARTICLE	INTITULE	RESPONSABLE	MONTANT BUDGET	MODIFICATIONS	NOUVEAUX MONTANTS	EXPLICATIONS
3/261/648320/99001	AIDES AUX SINISTRES	SCJY	10.000	10.000	20.000	aides supplémentaires accordés aux sinistrés des inondations au Luxembourg (10.000 €) et Haïti (2.500 €) et aide humanitaire Afghanistan (2.5.00 €)
3/263/612300/99001	HAUS BEI DER KOR A PETANGE: TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE NETTOYAGE ET DE REPARATION DES BATIMENTS	BEMA	5.906,88	4.500	10.406,88	travaux supplémentaires imprévus au niveau du tableau électrique (2.213 Euros) et travaux d'adaptation des installations de sécurité au niveau de l'ascenseur (2.263 Euros)
3/264/612200/99002	SERVICE RMG: ENTRETIEN, REPARATION DES VEHICULES AUTOMOTEURS	HEFR	4.000	2.000	6.000	réparations des véhicules automoteurs par des garages/firmes externes vu la fermeture du service garage communal d'une durée de 3 mois
3/510/612200/99003	SERVICE ORDURES: ENTRETIEN, REPARATION DES VEHICULES AUTOMOTEURS	HEFR	38.000	10.000	48.000	réparations des véhicules automoteurs par des garages/firmes externes vu la fermeture du service

**TABLEAU MODIFICATIONS BUDGETAIRES (dépenses)**

ARTICLE	INTITULE	RESPONSABLE	MONTANT BUDGET	MODIFICATIONS	NOUVEAUX MONTANTS	EXPLICATIONS
						garage communal d'une durée de 3 mois
3/510/618400/99006	DECHETS INERTES	LICL	55.000	30.000	85.000	enlèvement par la firme Lamesch de tous les décombres se trouvant sur le site communal à Lamadelaine initialement non budgétisé
3/590/648120/99001	SUBVENTION POUR ACHAT D'UN CYCLE A PEDALAGE ASSISTE NEUF	LICL	5.000	10.000	15.000	nombre de demandes plus élevées qu'initialement budgétisées
3/624/612200/99005	VOIRIE VICINALE: ENTRETIEN, REPARATION DES VEHICULES AUTOMOTEURS	HEFR	40.000	30.000	70.000	réparations des véhicules automoteurs par des garages/firmes externes vu la fermeture du service garage communal d'une durée de 3 mois
3/628/612200/99004	SERVICE HYGIENE PUBLIQUE: ENTRETIEN, REPARATION DES VEHICULES AUTOMOTEURS	HEFR	10.000	5.000	15.000	réparations des véhicules automoteurs par des garages/firmes externes vu la fermeture du service garage communal d'une durée de 3 mois

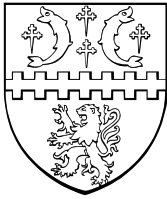
**TABLEAU MODIFICATIONS BUDGETAIRES (dépenses)**

ARTICLE	INTITULE	RESPONSABLE	MONTANT BUDGET	MODIFICATIONS	NOUVEAUX MONTANTS	EXPLICATIONS
3/823/612140/99001	PISCINES COMMUNALES: FRAIS LIES A L'ENLEVEMENT DES FONDS DE VALEURS	SCSA	6.500	200	6.700	hausse des frais au niveau du secteur
3/912/608122/99002	MATERIEL DIDACTIQUE ET AUTRES OBJETS POUR TRAVAUX ET JEUX EDUCATIFS POUR LES CLASSES DE RODANGE	WECA	18.000	1.500	19.500	achat de divers matériel vu la création d'une classe supplémentaire
3/912/608122/99003	MATERIEL DIDACTIQUE ET AUTRES OBJETS POUR TRAVAUX ET JEUX EDUCATIFS POUR LES CLASSES DE LAMADELAINE	WECA	6.000	1.500	7.500	achat de divers matériel vu la création d'une classe supplémentaire
<b>SOUS-TOTAUX</b>				<b>339.900 €</b>		

**TABLEAU MODIFICATIONS BUDGETAIRES (recettes)**

ARTICLE	INTITULE	RESPONSABLE	MONTANT BUDGET	MODIFICATIONS	NOUVEAUX MONTANTS	EXPLICATIONS
2/121/748391/99001	T.V.A. REMBOURSEE PAR L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES	BATH	500.000	200.000	700.000	Recettes de la TVA plus élevé qu'initialement budgétisé vu l'avancement rapide au niveau du chantier de la piscine PIKO à Rodange (TVA entièrement récupérable sur le chantier afférent)
2/221/748380/99001	CLUB SENIOR: REMBOURSEMENT PARTICIPATION AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT	SCJY	0	13.967,76	13.967,76	décompte de l'exercice 2020
2/422/752000/99001	DIVIDENDES – SUDGAZ	SCJY	100.000	58.000	158.000	dividende 2020 plus élevé qu'initialement budgétisé
2/510/706022/99007	REPRISE DE MATERIAUX RECYCLABLES	LICL	34.000	50.000	84.000	nombreux de reprises plus élevés qu'initialement budgétisés
3/121/613481/99001	FRAIS D'EXPERTS ET FRAIS D'ETUDES	LEAL	30.000	-15.000	15.000	moins de dossiers qu'initialement prévus
3/121/615100/99004	SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES - MATERIEL PUBLICITAIRE	OMJE	60.000	- 20.000	40.000	annulation de nombreuses manifestations à la suite de la pandémie COVID 19



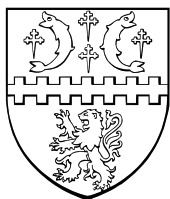


## TABLEAU MODIFICATIONS BUDGETAIRES (recettes)

ARTICLE	INTITULE	RESPONSABLE	MONTANT BUDGET	MODIFICATIONS	NOUVEAUX MONTANTS	EXPLICATIONS
3/223/608160/99001	REPAS SUR ROUES: SALAIRES EN NATURE	WELA	1.000	- 500	500	achat de moins de vêtements de travail qu' initialement prévu
3/430/615100/99001	TOURISME - PROMOTION TOURISTIQUE ET CULTURELLE	OMJE	70.000	- 40.000	30.000	moins de manifestations organisées suite à la pandémie COVID 19 et non-participation à la manifestation « Steampunk »
3/611/621000/99001	SUBVENTIONS D'INTERETS AU PERSONNEL COMMUNAL	POCN	65.000	-15.597	49.403	montant adapté à la dépense réelle
3/823/608122/99001	PISCINES COMMUNALES: FOURNITURE DE MATERIEL DE PREMIER SECOURS ET DE REANIMATION	WELA	1.500	- 1.000	500	moins d'achats de matériel qu'initialement prévu
3/919/608160/99001	SURVEILLANCE TRANSPORT SCOLAIRE: SALAIRES EN NATURE	WELA	2.000	- 1.000	1.000	achat de moins de vêtements de travail qu'initialement prévu
<b>SOUS-TOTAUX :</b>				<b>415.064,76 €</b>		

## Récapitulatif de la 1<sup>ère</sup> modification budgétaire

	Recettes nouvelles	Dépenses nouvelles
Total	415.064,76 €	339.900,00 €
Différence	75.164,76 €	



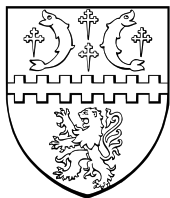
Prie l'autorité supérieure de bien vouloir approuver la susdite modification budgétaire.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.5.	<b>Administration générale</b> <b>Acquisition de deux camions pour les besoins du service de la voirie</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

- de procéder à l'acquisition d'un camion avec plateforme élévatrice en remplacement de l'ancien camion immatriculé UD 9242 datant de 2003 ainsi que d'un nouveau camion à benne basculante de 6 tonnes pour les besoins du service de la voirie communale ;
- de passer dans les meilleurs délais les commandes y afférentes vu l'urgence et sachant que les délais de livraison peuvent s'élever jusqu'à un an ;
- de prévoir en l'occurrence les crédits budgétaires afférents au budget de l'exercice 2022, à savoir 150.000 euros pour le camion avec plateforme élévatrice et 80.000 euros pour le camion à benne basculante ;

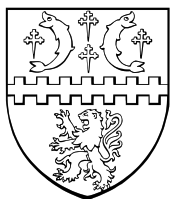
Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

- 1° De se déclarer d'accord avec l'acquisition du matériel roulant susmentionné.
- 2° De prévoir les crédits nécessaires au budget de l'exercice 2022.



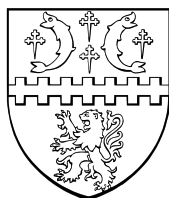
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.6.	<b>Administration générale</b> <b>Travaux d'agrandissement du parking « A Rousen » à Pétange : vote du devis et d'un crédit spécial</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant d'aménager six places de stationnement supplémentaires au parking « A Rousen » à Pétange, notamment sur la parcelle de l'ancienne Maison Liberté ;

Vu le devis afférent, dressé par le service technique le 5 août 2021, lequel se chiffre au montant total arrondi de 40.000,00 euros (TTC) ;

Considérant qu'il échoit de prévoir à cet effet un crédit spécial au montant total de 40.000,00 euros au budget de l'exercice 2021 en vue de pouvoir entamer les travaux afférents ;

Considérant que cette dépense supplémentaire pourra être assumée par les fonds disponibles, ainsi que le fait apparaître le tableau de la situation financière simulée de la commune au 10 septembre 2021, tenu continuellement à jour par les soins du service communal des finances ;

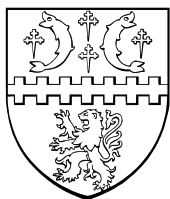
Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

- 1° De se déclarer d'accord avec les travaux susmentionnés.
- 2° D'approuver le devis afférent au montant total arrondi de 40.000,00 euros (TTC).
- 3° D'admettre un crédit spécial de 40.000,00 euros à l'article 4/623/221313/21055, intitulé « Travaux d'agrandissement du parking « A Rousen » à Pétange, du budget de l'exercice 2021.



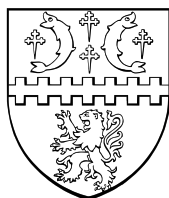
Prie l'autorité supérieure de donner son attache au point 3 mentionné ci-dessus.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.7.	<b>Administration générale</b> <b>Travaux de réfection de la façade du côté sud du Bâtiment administratif à Pétange: vote du devis et d'un crédit spécial</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant de faire procéder à la réfection de la façade du côté sud du Bâtiment administratif à Pétange ;

Vu le devis afférent, dressé par le service technique le 3 septembre 2021, lequel se chiffre au montant total arrondi de 25.000,00 euros (TTC) ;

Considérant qu'il échoit de prévoir à cet effet un crédit spécial au montant total de 25.000,00 euros au budget de l'exercice 2021 en vue de pouvoir entamer les travaux afférents ;

Considérant que cette dépense supplémentaire pourra être assumée par les fonds disponibles, ainsi que le fait apparaître le tableau de la situation financière simulée de la commune au 10 septembre 2021, tenu continuellement à jour par les soins du service communal des finances ;

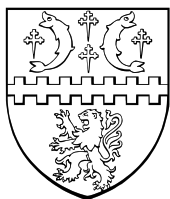
Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

- 1° De se déclarer d'accord avec les travaux susmentionnés.
- 2° D'approuver le devis afférent au montant total arrondi de 25.000,00 euros (TTC).
- 3° D'admettre un crédit spécial de 25.000,00 euros à l'article 4/132/221311/21058, intitulé « Bâtiment administratif à Pétange : travaux de réfection du côté sud de la façade », du budget de l'exercice 2021.



Prie l'autorité supérieure de donner son attache au point 3 mentionné ci-dessus.

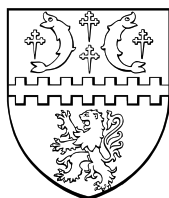
En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,





# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.8.	<b>Administration générale</b> <b>Maison relais « Dachsen vun der Bich » à Rodange :</b> <b>demande d'ester en justice et vote d'un crédit spécial</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

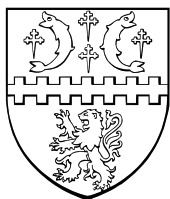
Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- rappelant que depuis novembre 2010, l'administration communale est propriétaire de plusieurs lots dans le complexe immobilier situé à Rodange, rue du Clopp n° 2-A, 2-B et 2-C, qui hébergent actuellement les locaux de la Maison relais « Dachse bei der Bich » ;
- expliquant qu'au cours des années, des problèmes et dégradations importantes affectant l'immeuble ont été constatés, notamment au niveau des chapes, de la façade, de la ferronnerie et des menuiseries extérieures ;
- soulignant que suivant l'avis d'un expert en la matière, les prestations et travaux du bureau d'architectes, des bureaux d'études et de contrôle ainsi que des corps de métiers concernés sont non conformes aux règles de l'art et affectés de vices et malfaçons au regard des conséquences visibles sur l'immeuble ;
- proposant d'en saisir le pouvoir judiciaire pour trancher dans cette affaire et, notamment, pour revendiquer la remise en état des vices, malfaçons et non-conformités dont est affecté l'immeuble en question ;
- suggérant, compte tenu de ce qui précède, de prévoir dans une première phase un crédit spécial de 50.000,00 euros pour frais et honoraires ;
- informant d'ores et déjà que pour l'année 2022 des coûts supplémentaires à charge de la Commune sont à envisager pour préfinancer les travaux de réfection, des dépenses qui ultérieurement seront remboursées, du moins partiellement, à la Commune par la compagnie d'assurances ;

Considérant qu'il échoit de prévoir à cet effet un crédit spécial au montant total de 50.000,00 euros au budget de l'exercice 2021 en vue de pouvoir entamer les travaux afférents ;

Considérant que cette dépense supplémentaire pourra être assumée par les fonds disponibles, ainsi que le fait apparaître le tableau de la situation financière simulée de la commune au 10 septembre 2021, tenu continuellement à jour par les soins du service communal des finances ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;



Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, notamment l'article 83 qui stipule que toutes les actions en justice dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées par le collège des bourgmestre et échevins que sur une autorisation délivrée par le conseil communal ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

- 1° D'autoriser le collège des bourgmestre et échevins à agir en justice dans l'affaire décrite ci-dessus.
- 2° De se déclarer d'accord avec les dépenses susmentionnées.
- 3° D'admettre un crédit spécial de 50.000,00 euros à l'article 4/242/221311/21057, intitulé « Maison relais « Dachsen vun der Bich » à Rodange : Travaux de remise en état et d'amélioration de la façade et des coursives », du budget de l'exercice 2021.

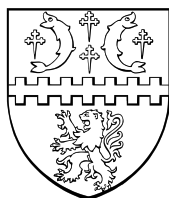
Prie l'autorité supérieure de donner son attache au point 3° mentionné ci-dessus.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.9.	<b>Administration générale</b> <b>Travaux d'aménagement d'un parking de surface pour camionnettes à Rodange, rue Jos Moscardo : vote d'un crédit spécial</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant de faire procéder à l'aménagement d'un parking de surface pour camionnettes à Rodange, rue Jos Moscardo, dès achèvement des travaux de construction du nouveau parking à étages en face du hall polyvalent ;

Considérant qu'il échoit de prévoir à cet effet un crédit spécial au montant total de 50.000,00 euros au budget de l'exercice 2021 en vue de la réalisation dudit projet ;

Considérant que cette dépense supplémentaire pourra être assumée par les fonds disponibles, ainsi que le fait apparaître le tableau de la situation financière simulée de la commune au 10 septembre 2021, tenu continuellement à jour par les soins du service communal des finances ;

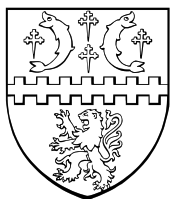
Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité    d é c i d e

- 1° De se déclarer d'accord avec les travaux susmentionnés.
- 2° D'admettre un crédit spécial de 50.000,00 euros à l'article 4/623/221313/21056, intitulé « Travaux d'aménagement d'un parking de surface pour camionnettes à Rodange, rue Jos Moscardo », du budget de l'exercice 2021.



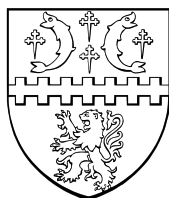
Prie l'autorité supérieure de donner son attache au point 2° mentionné ci-dessus.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.10.	<b>Administration générale</b> <b>Travaux d'extension du bâtiment « Haus bei der Kor » à Pétange : vote du décompte provisoire et d'un crédit supplémentaire</b>	<b>Décision</b>
-------	---	-----------------

Le conseil communal,

Revu sa délibération du 24 septembre 2018, aux termes de laquelle il a admis un devis au montant de 3.100.000,00 euros (TTC) concernant les travaux d'extension du bâtiment « Haus bei der Kor » à Pétange, approuvée par l'autorité supérieure le 8 octobre 2018, sous réf.828x161e9 et D/33/2018 ;

Revu sa décision du 16 décembre 2019, aux termes de laquelle il approuvé un premier devis supplémentaire au montant de 400.000,00 euros, approuvé par l'autorité supérieure le 29 janvier 2020, sous réf. D/33/2018 ;

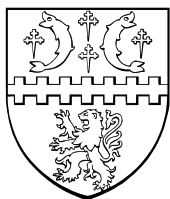
Entendu le porte-parole du collège du bourgmestre et échevins expliquant qu'il faut prévoir un dernier crédit supplémentaire de 195.000 euros pour régler des dépenses supplémentaires imprévues ;

Considérant que le crédit inscrit à l'article 4.263.221311.18002 de l'exercice 2021 s'élève à 185.243,06 euros et qu'il y a lieu d'admettre un crédit supplémentaire de 195.000,00 euros de sorte que le crédit total pour ce projet s'élève à 3.695.000,00 euros (3.100.000,00 euros + 400.000,00 euros + 195.000,00 euros) ;

Considérant que cette dépense supplémentaire pourra être assumée par les fonds disponibles, ainsi que le fait apparaître le tableau de la situation financière simulée de la commune au 10 septembre 2021, tenu continuellement à jour par les soins du service communal des finances ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que, d'après l'article 148 du règlement précité le décompte des projets de travaux, faisant suite à la réception définitive des travaux, établi conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi sur les marchés publics, est soumis à l'approbation du conseil communal ;



Vu le décompte des travaux, tel qu'il a été arrêté par le collège des bourgmestre et échevins, le 10 septembre 2021, à savoir :

**« Haus bei der Kor » à Pétange: travaux d'extension du bâtiment  
(article 4.263.221311.18002 – exercices 2018-2021)**

Total des crédits approuvés : ..... 3.500.000,00 € (ttc)  
Total des devis approuvés : ..... 3.500.000,00 € (ttc)  
Total de la dépense effective : ..... 3.387.265,94 € (ttc)  
Total de la dépense prévisible : ..... 3.695.000,00 € (ttc)

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

- 1) D'approuver le décompte provisoire spécifié ci-dessus, qui sera joint au décompte administratif pour servir, lors de l'apurement de celui-ci par l'autorité supérieure, de document justificatif à l'appui des dépenses y inscrites ;
- 2) D'admettre un crédit supplémentaire de 195.000,00 euros à l'article 4.263.221311.18002 intitulé « Haus bei der Kor » à Pétange: travaux d'extension du bâtiment » du budget de l'exercice 2021.

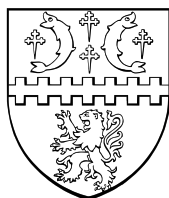
Prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son aval pour le point n°2.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.11.	<b>Administration générale</b> <b>Travaux de remplacement de la centrale de détection d'incendie au niveau du Bâtiment administratif à Pétange : vote du décompte</b>	<b>Décision</b>
-------	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que d'après l'article 148 du règlement précité le décompte des projets de travaux, faisant suite à la réception définitive des travaux, établi conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi sur les marchés publics, est soumis à l'approbation du conseil communal ;

Vu le décompte des travaux, tel qu'il a été arrêté par le collège des bourgmestre et échevins, le 10 septembre 2021, à savoir :

### **Bâtiment administratif à Pétange: travaux de remplacement de la centrale de détection d'incendie**

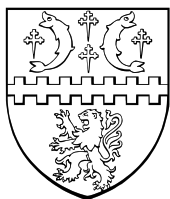
**(article 4.132.222100.21018 – exercice 2021)**

Total du crédit approuvé : .....24.000,00 € (ttc)  
Total du devis approuvé : .....24.000,00 € (ttc)  
Total de la dépense : .....23.635,53 € (ttc)

Après délibération conforme,

à l'unanimité    a r r ê t e

le décompte spécifié ci-dessus, qui sera joint au décompte administratif pour servir, lors de l'apurement de celui-ci par l'autorité supérieure, de document justificatif à l'appui des dépenses y inscrites.



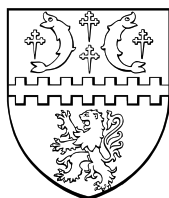
En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,





# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.12.	<b>Administration générale</b> <b>Travaux de fourniture et de pose d'éléments de jeux sur les aires de jeux près des établissements socio-éducatifs : vote du décompte</b>	<b>Décision</b>
-------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que d'après l'article 148 du règlement précité le décompte des projets de travaux, faisant suite à la réception définitive des travaux, établi conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi sur les marchés publics, est soumis à l'approbation du conseil communal ;

Vu le décompte des travaux, tel qu'il a été arrêté par le collège des bourgmestre et échevins, le 10 septembre 2021, à savoir :

### **Fourniture et pose d'éléments de jeux sur les aires de jeux près des établissements socio-éducatifs**

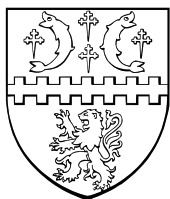
**(article 4.131.221313.99001 – exercice 2020)**

Total du crédit approuvé : .....23.000,00 € (ttc)  
Total du devis approuvé : .....0,00 € (ttc)  
Total de la dépense : .....22.186,42 € (ttc)

Après délibération conforme,

à l'unanimité    a r r ê t e

le décompte spécifié ci-dessus, qui sera joint au décompte administratif pour servir, lors de l'apurement de celui-ci par l'autorité supérieure, de document justificatif à l'appui des dépenses y inscrites.

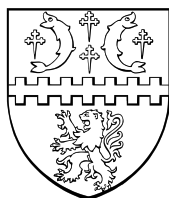


En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.13.	<b>Administration générale</b> <b>Travaux de fourniture et pose d'éléments de jeux sur les autres aires de jeux : vote du décompte</b>	<b>Décision</b>
-------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que d'après l'article 148 du règlement précité le décompte des projets de travaux, faisant suite à la réception définitive des travaux, établi conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi sur les marchés publics, est soumis à l'approbation du conseil communal ;

Vu le décompte des travaux, tel qu'il a été arrêté par le collège des bourgmestre et échevins, le 10 septembre 2021, à savoir :

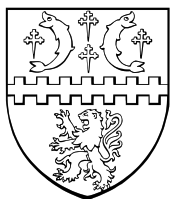
#### **Fourniture et pose d'éléments de jeux sur les autres aires de jeux (article 4.131.221313.99002 – exercice 2020)**

Total du crédit approuvé : .....12.085,46 € (ttc)  
Total du devis approuvé : .....0,00 € (ttc)  
Total de la dépense : .....12.085,46 € (ttc)

Après délibération conforme,

à l'unanimité    a r r ê t e

le décompte spécifié ci-dessus, qui sera joint au décompte administratif pour servir, lors de l'apurement de celui-ci par l'autorité supérieure, de document justificatif à l'appui des dépenses y inscrites.

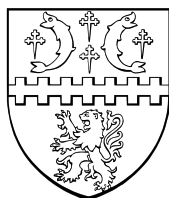


En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.14.	<b>Administration générale</b> <b>Travaux de mise en place d'un voile solaire au niveau de la crèche Villa Bambi à Rodange : vote du décompte</b>	<b>Décision</b>
-------	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que d'après l'article 148 du règlement précité le décompte des projets de travaux, faisant suite à la réception définitive des travaux, établi conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi sur les marchés publics, est soumis à l'approbation du conseil communal ;

Vu le décompte des travaux, tel qu'il a été arrêté par le collège des bourgmestre et échevins, le 10 septembre 2021, à savoir :

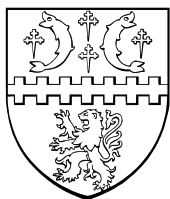
#### **Crèche Villa Bambi à Rodange: travaux de mise en place d'un voile solaire (article 4.241.223800.21021 – exercice 2021)**

Total du crédit approuvé : .....40.000,00 € (ttc)  
Total du devis approuvé : .....23.000,00 € (ttc)  
Total de la dépense : .....16.055,41 € (ttc)

Après délibération conforme,

à l'unanimité    a r r ê t e

le décompte spécifié ci-dessus, qui sera joint au décompte administratif pour servir, lors de l'apurement de celui-ci par l'autorité supérieure, de document justificatif à l'appui des dépenses y inscrites.

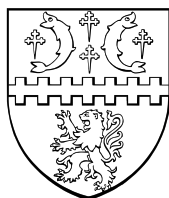


En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.15.	<b>Administration générale</b> <b>Démission d'un membre de la commission de la famille, du 3<sup>e</sup> âge et des handicapés</b>	<b>Information</b>
-------	---	--------------------

Le conseil communal,

Revu sa décision du 29 janvier 2018, par laquelle Mme Marie-Jeanne Kinnen a été nommée membre de la commission de la famille, du 3<sup>e</sup> âge et des handicapés ;

Vu une lettre du 2 septembre 2021, par laquelle Mme Marie-Jeanne Kinnen a introduit sa démission comme membre de la commission de la famille, du 3<sup>e</sup> âge et des handicapés ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal proposant en l'occurrence de prendre acte de ladite demande de démission ;

Vu la section 2 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal du 20 novembre 2017 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

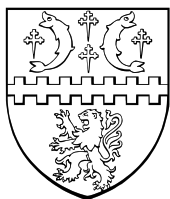
Après délibération conforme,

**P r e n d   a c t e**

de la démission de Mme Marie-Jeanne Kinnen comme membre de commission de la famille, du 3<sup>e</sup> âge et des handicapés.

Par conséquent, la commission de la famille, du 3<sup>e</sup> âge et des handicapés se compose dorénavant comme suit :

<b>Membres</b>		
Arendt Patrick	Membre	CSV
Hermes-Bettinger Danièle	Présidente	CSV
Kohl Sylvie	Membre	Piraten
Martins Edith	Membre	CSV
Masutti Raymond	Membre	CSV
Mentz-Kerschen Danielle	Membre	LSAP
Glod Jean-Pierre	Membre	CSV
Tartarelli Francesco	Membre	LSAP
Desorbay Danielle	Membre	Déi Gréng



La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

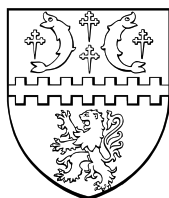
En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,





# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.16.	<b>Administration générale</b> <b>Syndicat Intercommunal des Tramways dans le Canton d'Esch/Alzette « TICE » : remplacement d'un délégué</b>	<b>Décision</b>
-------	---	-----------------

Le conseil communal,

Revu sa délibération du 20 novembre 2017, par laquelle il a nommé M. Carlo Gira comme troisième délégué au sein du Syndicat Intercommunal des Tramways dans le Canton d'Esch/Alzette (TICE) ;

Vu une lettre du 8 septembre 2021, adressée à M. Carlo Gira, par laquelle la Ministre de l'Intérieur a accepté sa démission comme conseiller communal ;

Considérant que suivant les dispositions de l'article 6 des statuts du « TICE », la commune a droit à trois délégués au sein du comité du syndicat, lesquels doivent obligatoirement faire partie du conseil communal ;

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant M. Patrick Remacle, conseiller communal, en remplacement de M. Carlo Gira ;

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

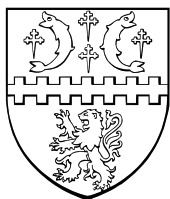
Après délibération conforme,

**P r o c è d e** au vote conformément aux articles 19, 32 et suivants de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, lequel donne le résultat suivant :

des seize bulletins trouvés dans l'urne, quatorze portent la mention « oui », un la mention « non » et un bulletin étant resté blanc

Par conséquent, M. Patrick Remacle, conseiller communal, est nommé délégué auprès du Syndicat Intercommunal des Tramways dans le Canton d'Esch/Alzette (TICE) pour achever le mandat de son prédécesseur.

La présente n'est pas sujette à l'approbation par l'autorité supérieure.



Ampliation de la présente sera adressée :

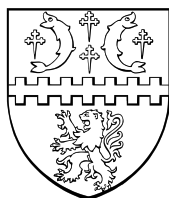
- au Syndicat Intercommunal des Tramways dans le Canton d'Esch/Alzette (TICE), pour information ;
- au délégué élu pour lui servir de titre.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.17.	<b>Administration générale</b> <b>Syndicat Intercommunal pour la Conservation de la Nature du Sud-Ouest « SICONA Sud-Ouest » : remplacement d'un délégué</b>	<b>Décision</b>
-------	---	-----------------

Le conseil communal,

Revu sa délibération du 20 novembre 2017, par laquelle il a nommé M. Carlo Gira comme délégué au sein du Syndicat Intercommunal pour la Conservation de la Nature du Sud-Ouest (SICONA Sud-Ouest) ;

Vu une lettre du 8 septembre 2021, adressée à M. Carlo Gira, par laquelle la Ministre de l'Intérieur a accepté sa démission comme conseiller communal ;

Considérant que suivant les dispositions de l'article 6 des statuts du « SICONA Sud-Ouest », la commune a droit à un délégué au sein du comité du syndicat, lesquels doivent obligatoirement faire partie du conseil communal ;

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant Mme Maria Agostino, conseillère communale, en remplacement de M. Carlo Gira ;

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;

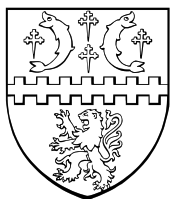
Après délibération conforme,

P r o c è d e au vote conformément aux articles 19, 32 et suivants de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, lequel donne le résultat suivant :

des seize bulletins trouvés dans l'urne, quatorze portent la mention « oui » et deux bulletins étant restés blancs

Par conséquent, Mme Maria Agostino, conseillère communale, est nommée déléguée auprès du Syndicat Intercommunal pour la Conservation de la Nature du Sud-Ouest (SICONA Sud-Ouest) pour achever le mandat de son prédécesseur.

La présente n'est pas sujette à l'approbation par l'autorité supérieure.



Ampliation de la présente sera adressée :

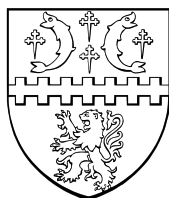
- au Syndicat Intercommunal pour la Conservation de la Nature du Sud-Ouest (SICONA Sud-Ouest), pour information ;
- à la déléguée élue pour lui servir de titre.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

2.18.	<b>Administration générale</b> <b>Allocation d'une indemnité aux recenseurs pour le recensement général de la population du 8 novembre 2021</b>	<b>Décision</b>
-------	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu un courrier du 18 septembre 2020 du Service central de la Statistique et des Études économiques (STATEC) informant les communes qu'il sera procédé, à la date du 8 novembre 2021, au recensement général de la population ;

Considérant qu'au vœu de cet organe, le collège des bourgmestre et échevins a d'ores et déjà entamé les travaux préliminaires en rapport avec ces opérations, lesquels ayant consisté, dans une première phase, dans la délimitation des quartiers de recensement et dans le recrutement du nombre nécessaire d'agents-recenseurs et de contrôleurs ;

Considérant que la somme des renseignements de toute nature à collecter et à vérifier par ces agents en vue de répondre aux exigences d'un travail efficace et soigné, n'est pas rétribuée de façon appropriée par l'Etat, à savoir :

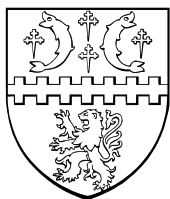
Pour les agents-recenseurs :

participation à la séance de formation .....	29,00 €
par immeuble recensé .....	1,15 €
par ménage recensé .....	2,30 €
par individu recensé .....	1,40 €

Considérant que l'indemnité est due pour les ménages, respectivement les individus, ayant répondu par voie électronique ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal

- proposant, notamment en vue d'obtenir un travail soigné, de stimuler le zèle des recenseurs en leur accordant en sus des indemnités communales identiques à celles allouées par l'Etat ;
- suggérant en outre d'allouer une indemnité de 0,20 € par individu recensé aux agents de l'administration communale en charge du contrôle des documents, une indemnité qui dans le passé avait toujours été prise en charge par l'Etat ;



Considérant que les frais pourront-être assumés par les fonds disponibles inscrits à l'article 3/121/642800/99001 du budget de l'exercice 2021 ;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988, telle qu'elle a été modifiée par la suite ;

Après délibération conforme;

à l'unanimité d é c i d e

1. D'allouer, comme part communale, les indemnités suivantes :

Pour les agents-recenseurs :

participation à la séance de formation.....	29,00 €
par immeuble recensé .....	1,15 €
par ménage recensé .....	2,30 €
par individu recensé .....	1,40 €

Pour les agents des administrations communales chargés du contrôle des documents :

par individu recensé .....	0,20 €
----------------------------	--------

2. D'allouer, tout comme l'Etat, l'indemnité pour les ménages, respectivement les individus ayant répondu par voie électronique.
3. De payer aux agents concernés à titre d'avance les indemnités prises en charge par l'État.

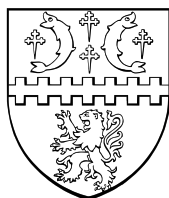
Prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son attache à la présente.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

3.	<b>Enseignement</b> <b>Affectation du personnel enseignant pour l'année scolaire 2021/2022</b>	<b>Décision</b>
----	---	-----------------

Le conseil communal,

Considérant que M. Brecht Guy a quitté la salle pour ce point de l'ordre du jour ;

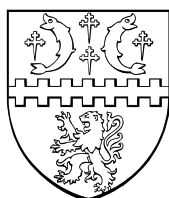
Vu le règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au ministre ayant l'éducation dans ses attributions, ainsi que les modalités de leur transmission et plus particulièrement son article 2 qui stipule « *L'organisation scolaire établie par le conseil communal ou le comité du syndicat scolaire intercommunal renseigne obligatoirement sur les points suivants :*  
[...]

7) *l'occupation des postes d'instituteurs et les autres membres du personnel des écoles, avec indication de leurs prestations ; [...]. » ;*

Vu la circulaire ministérielle envoyée aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2021/2022 qui rappelle aux conseils communaux de valider l'occupation des postes et tâches telle qu'elle se dégage une fois les affectations des instituteurs, des instituteurs-stagiaires et des chargés de cours terminées ;

Vu la proposition d'occupation des postes relative aux listes 1, 1bis, 2 et 2bis, dressée par Monsieur Laurent Weirig, directeur de l'enseignement fondamental ;

Occupation des postes			
Noms	Prénoms	Tâche	Poste
<b>Liste 1</b>			
BACK	Laura	23	Ecole Rodange Fonderie classe 4.1
ECKER	Jill	23	Ecole Rodange Fonderie classe 3.2
FELTEN	Yan	23	Ecole Pétange Intervenant Am Park
FOHL	Roxane	23	Ecole Rodange Fonderie classe 2.2
GRAUL	Lana	23	Ecole Rodange classe 2.1
HATZ	Anne-Marie	23	Ecole Rodange décharges
HENRY	Noémie	23	Ecole Rodange classe C1 Neiwiss
JAKOBY KONZ	Zoé	23	Ecole Pétange Intervenant Am Park
MASSARD	Tamara	23	Ecole Pétange Accueil
THIERRY	Gilles	23	Ecole Pétange Intervenant Am Park
WEBER	Sophie	23	Ecole Rodange Appui
WEIBEL	Lara	23	Ecole Rodange Appui



<b>Liste 1bis</b>			
FERREIRA DA SILVA	Anna Rita	25	Ecole Rodange Neiwiss classe C1
<b>Stagiaires</b>			
LEBRUN	Pauline	25	Cycle 1 An Eigent
STREFF	Lena	25	C1 précoce Lamadelaine
PIAO MOREIRA	Adriana	25	Décharges Rodange
STADTFELD	Céline	23	Décharges An Eigent
BOES	Tanja	23	Décharges Neiwiss
KINN	Irena	23	Mi-temps Glauden et décharges
GASPAR	Tony	23	Décharges Rodange
MASTROPIETRO	Chiara	23	Décharges Lamadelaine
MURATOVIC	Elias	23	Décharges Rodange
LORSCHÉ	Sandie	23	Décharges Pétange
HEISER	Laura	23	Décharges Pétange
SAGADIN	Natascha	23	Décharges Pétange
MAITRY	Caroline	23	Décharges Pétange
GILSON	Olivier	23	Décharges Pétange
KERSCHEN	Max	23	Décharges Rodange
SCHOETTER	Andy	23	Décharges Rodange
<b>Liste 2</b>			
MASSEN	Manuelle	13	Décharges Lamadelaine
THILL	Sharon	18	Décharges Rodange
THOMA	Sacha	18	Décharges (natation et éduc. physique)
CASTELLANI	Sarah	23	Décharges Lamadelaine
WAGNER	Tom	22	Décharges (natation)
MICHELS	Marianne	12	Décharges Pétange
STAUB	Anna	24	Décharges Pétange
DEGANO	Claude	19	Décharges Pétange
BELLION	Anne	23	Décharges Pétange
MERSCH	Brigitte	24	Décharges Lamadelaine
GASPAR DA COSTA	Maria Manuela	24	Décharges Pétange
HOEROLD	Pia	24	Décharges Lamadelaine
GLESENER	Gilles	10	Décharges Rodange
SCHMIT	Christiane	12	Ecole Rodange mi-temps Montalto 3.2
HOELTGEN	Romaine	16	Ecole Rodange mi-temps Schiltz J.

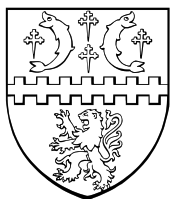
Vu le courriel du 28 juin 2021 par lequel la direction de l'enseignement fondamental confirme la réaffectation de Madame Graul Lana en qualité d'institutrice de l'enseignement fondamental à la Ville de Differdange à partir de l'année scolaire 2021/2022 ;

Après délibération conforme

à l'unanimité    a p p r o u v e

l'affectation du personnel enseignant pour l'année scolaire 2021/2022 telle que proposée par le directeur de l'enseignement fondamental.





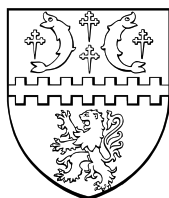
Prie le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse de bien vouloir donner son attache à la présente.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

4.1.	<b>Affaires sociales</b> <b>Subventions au profit des victimes du tremblement de terre en Haïti et des hôpitaux soutenus en Afghanistan par Caritas Luxembourg</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- faisant état d'un appel lancé par Caritas Luxembourg pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre en Haïti et pour entretenir les hôpitaux soutenus en Afghanistan par Caritas Luxembourg ;
- insistant que ces tragédies ne peuvent laisser indifférents ;
- déclarant que chaque soutien financier de la communauté internationale aidera à atténuer la misère ;
- proposant en l'occurrence de venir en aide moyennant l'octroi d'une subvention de 5.000,00 euros ;

Vu le crédit afférent, au montant de 20.000,00 euros, inscrit à l'article 3/261/648320/99001 du budget de l'exercice 2021 ;

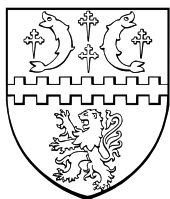
Vu la loi communale du 13 décembre 1988, telle qu'elle a été modifiée par la suite ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

de verser à « Caritas Luxembourg » (CCPL - IBAN LU34 1111 0000 2020 0000) une aide financière de 5.000,00 euros, avec la mention « Aides pour Haïti et Afghanistan », pour les motifs décrits ci-dessus.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

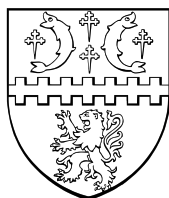


En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

4.2.	<b>Affaires sociales</b> <b>Subventions au profit des victimes des inondations dans les communes d'Echternach et de Rosport/Mompach</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- expliquant que suite aux inondations des 14 et 15 juillet 2021 où différentes régions du pays ont été fortement touchées, l'association sans but lucratif « Rouspert-Mompech hëlleft ASBL » et le collège échevinal de la Ville d'Echternach ont lancé une action de solidarité pour soutenir les sinistrés des deux communes touchées de cette catastrophe naturelle ;
- soulignant que les dons ainsi récoltés seront exclusivement utilisés pour couvrir les dégâts non-couverts par les assurances des familles concernées dans les deux communes ;
- proposant en l'occurrence de venir en aide aux familles touchées moyennant l'octroi d'une subvention de 5.000,00 euros respectivement à l'association sans but lucratif « Rouspert- Mompech hëlleft ASBL » et à la Ville d'Echternach ;

Vu le crédit afférent, au montant de 10.000,00 euros, inscrit à l'article 3/261/648320/99001 du budget de l'exercice 2021 ;

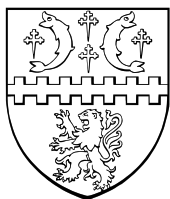
Vu sa décision de ce jour par laquelle il a adopté la première modification budgétaire et a augmenté ledit crédit susmentionné à 20.000,00 euros ;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988, telle qu'elle a été modifiée par la suite ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

de verser respectivement une aide financière de 5.000,00 euros à l'association sans but lucratif « Rouspert-Mompech hëlleft ASBL » (BCEELULL – IBAN LU34 0019 6055 4859 4000) avec la mention « Inondations », et à la Ville d'Echternach (BGLLLULL – IBAN LU18 0030 2316 4846 0000) avec la mention « Echternach Inondations », au profit des sinistrés touchés des deux communes susmentionnées par ladite catastrophe naturelle en date des 14 et 15 juillet 2021.



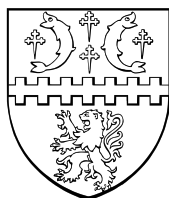
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

4.3.	<b>Affaires sociales</b> <b>Convention relative à la mise à la disposition temporaire d'un logement communal sis à Lamadelaine, rue Grousswiss n°3</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Revu sa décision du 21 septembre 2020, par laquelle il avait décidé de mettre à la disposition de Mme Fanny Ludig un logement communal jusqu'au moment de l'achèvement des travaux de remise en état de la maison d'habitation de l'intéressée sise à Pétange, rue Neuve n° 13, qui avait été fortement endommagée par la tornade du 9 août 2019,

Entendu le porte-parole du collège échevinal

- informant que la convention d'occupation précaire n'avait été conclue pour une durée de 12 mois, c'est-à-dire qu'elle expire de plein droit le 30 septembre 2021 ;
- expliquant que l'avancement des travaux de réfection de la maison d'habitation de Mme Fanny Ludig a été fortement perturbé par les répercussion de la pandémie liée au Covid-19 de sorte que lesdits travaux ne seront achevés pour la fin de l'année ;
- proposant en l'occurrence de conclure une nouvelle convention avec l'intéressée lui permettant ainsi de pouvoir rester dans le logement communal jusqu'au moment de l'achèvement des travaux de réfection dans sa maison d'habitation ;

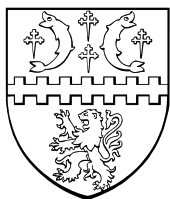
Vu la convention d'occupation précaire du 20 août 2021 conclue avec Mme Fanny Ludig, demeurant à L-4759 Pétange, rue Neuve n°13, aux termes de laquelle l'Administration communale met à la disposition de l'intéressée un appartement au rez-de-chaussée (côté gauche) de l'immeuble résidentiel sis à L-4877 Lamadelaine, rue Grousswiss n°3, numéro cadastral 804/3561, pour une durée supplémentaire de 6 mois ;

Vu l'article 173ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver la convention d'occupation précaire en question.



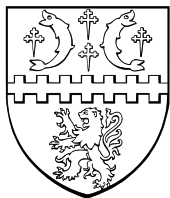
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

4.4.	<b>Affaires sociales</b> <b>Adaptation du loyer d'un logement social sis à Lamadelaine, rue Grousswiss n°17</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Revu sa décision du 28 avril 2014, approuvée par l'autorité supérieure en date du 7 juillet 2014, référence n°356/14/CR, par laquelle il a fixé les critères à appliquer pour la mise en location des logements communaux ;

Vu une délibération de l'Office social de Pétange du 25 août 2021, par laquelle il propose à la Commune une réduction du loyer mensuel actuel de Mme Frantz Malou de 450,00 euros à 289,00 euros, ceci pour l'aider à stabiliser sa situation et à mener une vie conforme à la dignité humaine ;

Vu l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'ajuster le loyer mensuel de Mme Frantz Malou, habitant à Lamadelaine, rue Grousswiss n°17, de 450,00 euros à 289,00 euros à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2021.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure étant donné que le loyer annuel ne dépasse pas la somme de 10.000,00 euros et que sa durée est inférieure à trois ans.

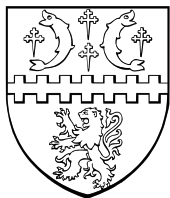
En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,





# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

4.5.	<b>Affaires sociales</b> <b>Approbation du compte de l'exercice 2019 de l'Office social</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu le compte de l'exercice 2019 de l'Office social ;

Vu le rapport de vérification établi par le Service de Contrôle et de la Comptabilité du Ministère de l'Intérieur en date du 28 juillet 2021 ;

Vu la délibération afférente du conseil d'administration de l'Office social arrêtée en sa séance du 25 août 2021 ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal expliquant que le Service de Contrôle et de la Comptabilité du Ministère de l'Intérieur n'a formulé aucune observation ;

Vu la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;

Vu le titre 4 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité a p p r o u v e

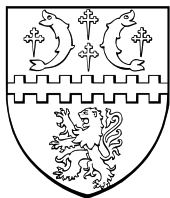
le bilan et les comptes de profits et de pertes de l'exercice 2019, lequel clôture avec un bénéfice de 169.380,79 euros et un résultat reporté de 1.510.402,26 euros.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.1.	<b>Propriétés</b> <b>Avenant n°1 à la convention relative à l'élargissement du « Schwaarze Wee », à la remise en état du tronçon de la piste nationale 6 (PC6) et à la stabilisation du talus du parking P&amp;R à Pétange avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la CFL</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Revu la convention du 3 décembre 2018, approuvée en sa séance du 11 mars 2019, relative à l'élargissement du « Schwaarze Wee », à la remise en état du tronçon de la piste nationale 6 (PC6) et à la stabilisation du talus du parking P&R à Pétange ;

Vu un premier avenant du 6 avril 2021 à la convention susmentionnée, signée entre l'État, la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) et la Commune de Pétange ;

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins expliquant que

- des mesures de consolidation supplémentaires au niveau du talus attenant le parking P&R sont nécessaires ; il est prévu de stabiliser davantage le talus en adaptant le profil et en y prévoyant un dispositif de collecte et d'évacuation des eaux sur la partie supérieure ;
- la partie financière supplémentaire à porter par la Commune pour les travaux susmentionnés s'élève à 58.500,00 euros TTC ;

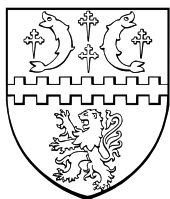
Vu l'article 173ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver le premier avenant à la convention relative à l'élargissement du « Schwaarze Wee » décrit comme ci-dessus.

Prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son attache à la présente, étant donné que la valeur totale de la convention est supérieure au seuil de 100.000,00 euros.

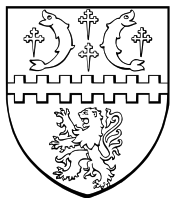


En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.2.	<b>Propriétés</b> <b>Convention avec la société Threeland Hôtels S.A. relative à la mise à la disposition gratuite d'un terrain dans la rue Pierre Hamer à Pétange</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Considérant que M. Becker Romain a quitté la salle pour ce point de l'ordre du jour ;

Vu la convention du 17 août 2021 avec la société Threeland Hôtels S.A. relative à la mise à la disposition gratuite d'un terrain dans la rue Pierre Hamer à Pétange ;

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins expliquant que :

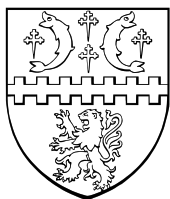
- le nouvel immeuble résidentiel en cours de construction dans la rue Pierre Hamer à Pétange doit entre autres être raccordé à un poste de transformation basse tension de l'Administration communale de Pétange ;
- la société Threeland Hôtels SA, maître d'ouvrage de l'immeuble susmentionné, accorde à la Commune l'autorisation de pouvoir installer ce nouveau poste de transformation basse tension sur une partie du terrain situé à Pétange, rue Pierre Hamer, n° cad. 1488/9652 ;
- le terrain nécessaire pour l'aménagement des ouvrages électriques est gratuitement mis à la disposition de la Commune par la société Threeland Hôtels SA ;
- la société Creos S.A. est autorisé
  - à pouvoir accéder à tout moment et sans préavis sur la susdite propriété pour l'exécution de tous travaux nécessaires,
  - à faire entrer les véhicules et appareils servant auxdits travaux ;
- la Commune prendra en charge 50% des frais de la tranchée à réaliser dans le cadre des travaux de raccordement (tronçon P1-P2) ;

Vu l'article 173ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver la convention susmentionnée.



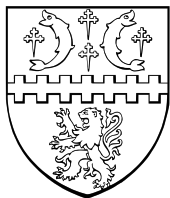
La présente n'est soumise à approbation de l'autorité supérieure étant donné que la valeur est inférieure au seuil de 100.000,00 euros.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.3.	<b>Propriétés</b> <b>Compromis concernant l'acquisition gratuite d'un terrain sis à Lamadelaine, lieu-dit « Rue de la Montagne », de la part de la société JP+R Promotions SARL</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Considérant que M. Becker Romain a quitté la salle pour ce point de l'ordre du jour ;

Vu le compromis du 10 juin 2021, ayant pour objet l'acquisition gratuite d'un terrain sis à Lamadelaine, lieu-dit « Rue de la Montagne », de la part de la société JP+R Promotions SARL ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal expliquant que la Commune acquiert un terrain sis à Lamadelaine, lieu-dit « Rue de la Montagne », place voirie, numéro cadastral 677/4823, d'une contenance de 0,20 are ;

Considérant que l'acquisition du terrain se fait gratuitement conformément à l'autorisation de bâtir n° 2019.302.CIDE, délivrée en date du 21 août 2020 et qu'elle est faite dans un but d'utilité publique étant donné qu'il sera intégré dans le domaine public communal ;

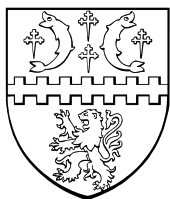
Vu un certificat attestant que ladite acquisition a fait l'objet d'une enquête publique du 30 juin au 16 juillet 2021 et qu'aucune réclamation n'a été présentée à son encontre ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité    d é c i d e

d'approuver le compromis portant sur l'acquisition gratuite du terrain telle que mentionnée ci-dessus.



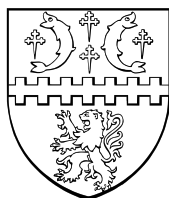
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.4.	<b>Propriétés</b> <b>Compromis concernant l'acquisition d'un terrain sis à Rodange, lieu-dit « A la Croix Cassée », de la part de Mme Anne Fournelle</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le compromis du 4 juin 2021, ayant pour objet l'acquisition d'un terrain sis à Rodange, lieu-dit « A la Croix Cassée », de la part de Mme Anne Fournelle ;

Entendu le porte-parole du collège échevinal expliquant que la Commune acquiert un terrain sis à Rodange, lieu-dit « A la Croix Cassée », terre labourable, numéro cadastral 413, avec une contenance de 1,44 are ;

Considérant que l'acquisition du terrain se fait au prix de 17.500,00 euros l'are, c'est-à-dire au prix total de 25.200,00 euros, et qu'elle est faite dans un but d'utilité publique, à savoir dans le cadre du réaménagement des infrastructures publiques du site autour de l'école « Am Paesch » à Rodange ;

Vu un certificat attestant que ladite acquisition a fait l'objet d'une enquête publique du 28 juillet au 13 août 2021 et qu'aucune réclamation n'a été présentée à son encontre ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

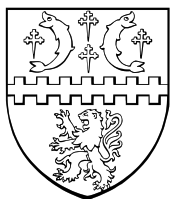
Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver le compromis portant sur l'acquisition du terrain telle que mentionnée ci-dessus.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.



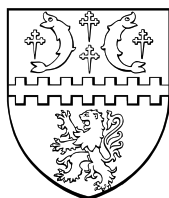


En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.5.	<b>Propriétés</b> <b>Acte concernant l'acquisition gratuite de terrains sis à Lamadelaine, lieu-dit « Rue des Romains », de la part de la société Kalista Immo SA</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu le compromis du 3 juillet 2020, approuvé par le conseil communal dans sa séance du 21 septembre 2020 ;

Vu l'acte du 4 août 2021, ayant pour objet l'acquisition de la part de la société Kalista Immo SA de terrains sis à Lamadelaine, à savoir :

- place voirie, lieu-dit « Rue des Romains », numéro cadastral 242/4827 (partie de l'ancien numéro cadastral 242/4801) d'une contenance de 0,04 are,
- place voirie, lieu-dit « Rue des Romains », numéro cadastral 242/4828 (partie de l'ancien numéro cadastral 242/4802) d'une contenance de 0,03 are,
- place voirie, lieu-dit « Rue des Romains », numéro cadastral 242/4829 (partie de l'ancien numéro cadastral 242/4803) d'une contenance de 0,05 are ;

Considérant que l'acquisition des terrains se fait gratuitement conformément aux autorisations de bâtir n°2019.267.AGST, n°2019.266.AGST et n°2019.265.AGST, délivrées en date du 29 juin 2020, et qu'elle est faite dans un but d'utilité publique pour incorporer les prédits terrains dans le domaine de la voirie publique communale ;

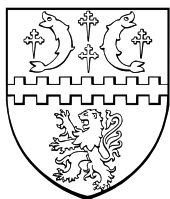
Vu l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver l'acte portant sur l'acquisition gratuite de terrains telle que mentionnée ci-dessus.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure, étant donné que la valeur est inférieure à 250.000,00 euros.

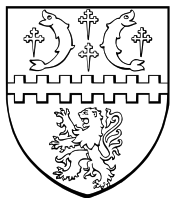


En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.6.	<b>Propriétés</b> <b>Acte concernant l'acquisition gratuite de terrains sis à Rodange, lieux-dits « A la Croix Saint Pierre », « Rue Albert Schweitzer » et « Rue des Vieilles Parts », de la part de la société Optima Immobilière SA</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

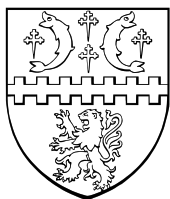
Vu le compromis du 5 mars 2021, approuvé par le conseil communal dans sa séance du 19 avril 2021 ;

Vu l'acte du 4 août 2021, ayant pour objet l'acquisition de la part de la société Optima Immobilière SA de terrains sis à Rodange, à savoir :

- place voirie, lieu-dit « A la Croix Saint Pierre », numéro cadastral 942/7928 d'une contenance de 0,02 are,
- place voirie, lieu-dit « A la Croix Saint Pierre », numéro cadastral 952/7930 d'une contenance de 4,57 ares,
- place voirie, lieu-dit « A la Croix Saint Pierre », numéro cadastral 1016/7934 d'une contenance de 0,99 are,
- place voirie, lieu-dit « A la Croix Saint Pierre », numéro cadastral 1032/7949 d'une contenance de 2,18 ares,
- place voirie, lieu-dit « Rue Albert Schweitzer », numéro cadastral 1032/7962 d'une contenance de 4,21 ares,
- place voirie, lieu-dit « Rue des Vieilles Parts », numéro cadastral 1032/7969 d'une contenance de 1,80 ares,
- place voirie, lieu-dit « Rue des Vieilles Parts », numéro cadastral 1032/7972 d'une contenance de 0,62 are,

Considérant que l'acquisition des terrains se fait gratuitement conformément à la convention se rapportant aux plans d'aménagement particuliers (PAP) Nord 1, Nord 2, Nord 3 et Sud 1 présentés par la société Rodange Lotissement SA de Sandweiler et qu'elle est faite dans un but d'utilité publique étant donné que les prédicts terrains seront intégrés dans le domaine de la voirie publique communale ;

Vu l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;



Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver l'acte portant sur l'acquisition gratuite de terrains telle que mentionnée ci-dessus.

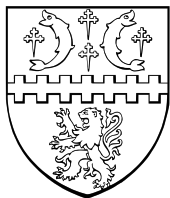
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure, étant donné que la valeur est inférieure à 250.000,00 euros.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.7.	<b>Propriétés</b> <b>Acte concernant l'acquisition gratuite de terrains sis à Pétange, lieu-dit « Rue des Jardins », de la part de la société Ross 128 SARL</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu le compromis du 30 mars 2018, approuvé par le conseil communal dans sa séance du 25 juin 2018 ;

Vu l'acte du 7 juillet 2021, ayant pour objet l'acquisition de la part de la société Ross 128 SARL de terrains sis à Pétange, à savoir :

- place voirie, lieu-dit « Rue des Jardins », numéro cadastral 1271/9491 d'une contenance de 1,46 are ;
- place voirie, lieu-dit « Rue des Jardins », numéro cadastral 1271/9493 d'une contenance de 2,06 ares ;

Considérant que l'acquisition des terrains se fait gratuitement, conformément au permis de bâtir n° 2016.241.GEGE.BRSU, et qu'elle est faite dans un but d'utilité publique étant donné qu'ils seront intégrés dans le domaine public communal ;

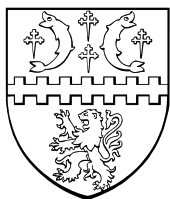
Vu l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver l'acte portant sur l'acquisition gratuite de terrains telle que mentionnée ci-dessus.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure, étant donné que la valeur est inférieure à 250.000,00 euros.

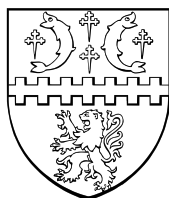


En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.8.	<b>Propriétés</b> <b>Acte concernant l'acquisition de terrains sis à Lamadelaine, lieux-dits « Rue des Prés » et « Route de Luxembourg », de la part de Mme Josette Thill et M. René Baltes</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu le compromis du 14 août 2019, approuvé par le conseil communal dans sa séance du 21 septembre 2020 ;

Vu l'acte du 23 août 2021, ayant pour objet l'acquisition de la part de Madame Josette Thill et Monsieur René Baltes de terrains sis à Lamadelaine, lieux-dits « Rue des Prés » et « Route de Luxembourg », place voirie, numéros cadastraux 935/4385 et 935/4386, avec une contenance de 0,07 are respectivement 0,06 are ;

Considérant que l'acquisition des terrains se fait au prix total de 97,50 euros, et qu'elle est faite dans un but d'utilité publique en vue de l'intégrer dans le domaine public communal ;

Vu l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

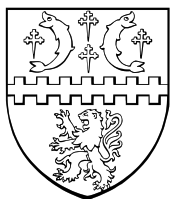
Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver l'acte portant sur l'acquisition de terrains telle que mentionnée ci-dessus.

La présente n'est pas sujette à l'approbation par l'autorité supérieure, étant donné que la valeur est inférieure à 250.000,00 euros.



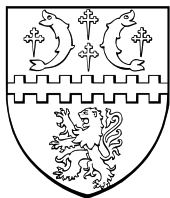


En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.9.	Propriétés Acte concernant l'acquisition de terrains sis à Lamadelaine, lieu-dit « Im gelben Butter », de la part des héritiers Nicolas Agarand	Décision
------	--	----------

Le conseil communal,

Vu le compromis du 5 avril 2018, approuvé par le conseil communal dans sa séance du 16 juillet 2018 ;

Vu l'acte du 4 août 2021, ayant pour objet l'acquisition des héritiers Nicolas Agarand de terrains sis à Lamadelaine, à savoir :

- chemin d'exploitation, lieu-dit « Im gelben Butter », numéro cadastral 596/3330 d'une contenance de 1,60 are,
- terre labourable, lieu-dit « Im gelben Butter », numéro cadastral 600/2102 d'une contenance de 14,50 ares,
- terre labourable, lieu-dit « Im gelben Butter », numéro cadastral 600/3328 d'une contenance de 22,35 ares,
- terre labourable, lieu-dit « Im gelben Butter », numéro cadastral 601/2103 d'une contenance de 25,50 ares,
- terre labourable, lieu-dit « Im gelben Butter », numéro cadastral 602/2104 d'une contenance de 27,90 ares,

Considérant que l'acquisition des terrains se fait au prix total de 55.110,00 euros :

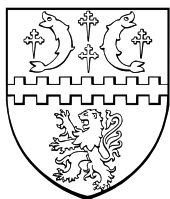
Considérant qu'elle est faite dans un but d'utilité publique, à savoir dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur la protection de la nature et des mesures de compensation imposées aux communes en fonction de l'impact d'éventuels projets locaux sur l'environnement naturel ;

Vu l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver l'acte portant sur l'acquisition de terrains telle que mentionnée ci-dessus.



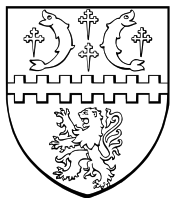
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure, étant donné que la valeur est inférieure à 250.000,00 euros.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.10.	<b>Propriétés</b> <b>Acte concernant la vente d'un terrain sis à Rodange, lieu-dit « Rue du Clopp », à M. Bruno Poquet</b>	<b>Décision</b>
-------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le compromis du 30 avril 2021, approuvé par le conseil communal dans sa séance du 21 juin 2021 ;

Vu l'acte du 23 août 2021, ayant pour objet la vente à M. Bruno Poquet d'un terrain sis à Rodange, lieu-dit « Rue du Clopp », place (occupée), partie bâtiment, numéro cadastral 326/7739, avec une contenance de 0,44 are ;

Considérant que la vente du terrain se fait au prix total de 330,00 euros ;

Vu l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver l'acte portant sur la vente du terrain telle que mentionnée ci-dessus.

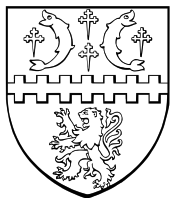
La présente n'est pas sujette à l'approbation par l'autorité supérieure, étant donné que la valeur est inférieure à 50.000,00 euros.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

5.11.	<b>Propriétés</b> <b>Acte concernant l'échange de terrains sis à Rodange, lieu- dit « Rue Nicolas Biever », avec la société Elsa-Immo SARL</b>	<b>Décision</b>
-------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le compromis du 6 février 2020 approuvé par le conseil communal dans sa séance du 4 mai 2020 ;

Vu l'acte du 26 août 2021, ayant pour objet l'échange de terrains sis à Rodange, lieu-dit « Rue Nicolas Biever », avec la société Elsa-Immo SARL ;

Considérant que la Commune acquiert un terrain sis à Rodange, lieu-dit « Rue Nicolas Biever », place voirie, numéro cadastral 466/8292, avec une contenance de 0,15 are ;

Considérant que la Commune vend un terrain sis à Rodange, lieu-dit « Rue Nicolas Biever », place, numéro cadastral 466/8293, avec une contenance de 0,08 are ;

Considérant que l'échange de terrains se fait gratuitement, conformément au permis de bâtir n°2013.072.GEGE délivré en date du 1<sup>er</sup> juin 2015, et qu'il est fait dans un but d'utilité publique étant donné que le terrain acquis sera intégré dans le domaine de la voirie publique communale ;

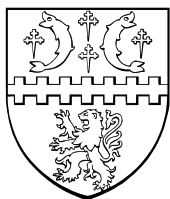
Vu l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité    a p p r o u v e

l'acte portant sur l'échange de terrains tel que mentionné ci-dessus.

La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure, étant donné que la valeur est inférieure à 250.000,00 respectivement à 50.000,00 euros.

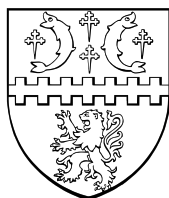


En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

6.1.	<b>Urbanisation</b> <b>Dénomination d'une nouvelle rue à Pétange, entre la rue de la Résistance et la rue de la Chiers</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Considérant que les travaux d'infrastructures sont en cours d'achèvement dans le nouveau lotissement situé entre la « rue de la Chiers » et la « rue de la Résistance » à Pétange ;

Considérant qu'il importe en l'occurrence d'attribuer un nom à la rue nouvellement aménagée dans la Commune ;

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant d'attribuer le nom de « rue Armand Kaiser » à la rue marquée en couleur verte sur le plan, tout en remémorant que M. Armand Kaiser était bourgmestre de Pétange de 1979 à 1987 ;

Vu encore les circulaires ayant pour objet la dénomination des rues et des places publiques, à savoir :

- celles du Ministère de l'Intérieur des 6 janvier 1936 et 14 décembre 1981 ;
- celle de la Direction de l'Administration du Cadastre du 12 janvier 1949 ;

Vu l'article 28 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

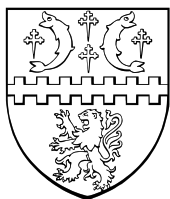
Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'attribuer le nom « rue Armand Kaiser » à la voie publique, marquée en couleur verte et faisant partie intégrante de la présente, dans le nouveau lotissement situé entre la « rue de la Chiers » et la « rue de la Résistance » à Pétange.

Expéditions de la présente seront transmises :

- 1) à l'Administration du Cadastre et de la Topographie à Luxembourg ;
- 2) à l'Administration des Postes et des Télécommunications à Luxembourg ;
- 3) aux Bureaux des Postes à Pétange et à Rodange ;
- 4) à l'Administration des Contributions – service des évaluations immobilières ;
- 5) au Centre informatique de l'Etat ;



- 6) à Sudenergie ;
- 7) à Creos ;
- 8) au Commissariat de police Käerjeng / Pétange ;
- 9) au Commissariat de police Differdange ;
- 10) au CIS Péteng et CIS Käerjeng/Péteng ;

La présente n'est pas sujette à l'approbation par l'autorité supérieure.

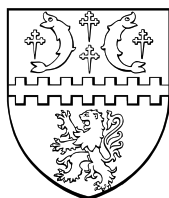
En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,





# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

6.2.	<b>Urbanisation</b> <b>Droit de préemption relatif à une parcelle cadastrale située à Lamadelaine, lieu-dit « Rue du Titelberg »</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu la requête du 22 juillet 2021 de la part de l'étude de notaire Karine Reuter, demandant si la Commune de Pétange entend exercer son droit de préemption légal sur les fonds suivants :

- Lamadelaine, lieu-dit « rue du Titelberg », numéro cadastral 175/4476, place, avec une surface totale de 1,01 are ;

Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) approuvées en date du 25 septembre 2017 par le conseil communal et approuvées par le Ministère de l'Intérieur en date du 29 mars 2018 sous les références 17C/007/2017, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

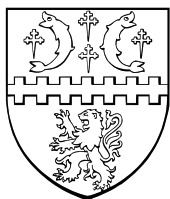
Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement particulier - quartiers existants (PAP-QE), adoptées en date du 25 septembre 2017 par le conseil communal et approuvées par le Ministère de l'Intérieur en date du 29 mars 2018 sous les références 18001/17C, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

Vu l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des Communes ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain stipulant en son Chapitre 1<sup>er</sup> « Zones de développement et zones à restructurer », que des mesures d'exécution, avec indication le cas échéant, des propriétaires susceptibles de faire l'objet de mesures d'expropriation et désignation du titulaire du droit de préemption, peuvent être retenues ;

Vu la loi modifiée dite « Pacte Logement » du 22 octobre 2008 » stipulant en son article 3 que les pouvoirs préemptant et les biens soumis au droit de préemption sont :

- la commune pour les parcelles sises dans les zones de développement au sens de l'article 42 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune pour les parcelles sises dans les zones à restructurer au sens de l'article 55 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;



- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour les parcelles sises dans les zones de réserves foncières au sens de l'article 97 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour les parcelles sises dans les zones d'aménagement différé au sens de l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune pour toutes les parcelles non construites situées dans des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées sur le territoire communal ;
- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour toutes les parcelles situées entièrement ou partiellement dans une bande de cent mètres longeant la limite de la zone urbanisée ou destinée à être urbanisée et située à l'extérieur de ces zones ;

Vu la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » ;

Vu la loi du 17 avril 2018 sur l'aménagement du territoire stipulant en son article 25 que les communes disposent d'un droit de préemption sur des terrains couverts par un plan directeur sectoriel ou d'un plan d'occupation du sol ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles stipulant en son article 49 que les communes disposent d'un droit de préemption sur les terrains dans les zones protégées d'intérêt national ;

Vu les règlements grand-ducaux du 10 février 2021 rendant obligatoires les plans directeurs sectoriels Logement, paysages, ZAE et Transports ;

Considérant que le droit de préemption ne peut être exercé qu'en vue de la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

Considérant que le droit de préemption peut également être exercé en vue de la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ainsi que de travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

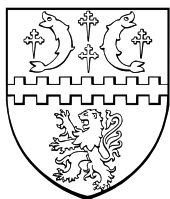
Considérant que les fonds visés par la présente ne sont ni situés dans une « zone de développement », ni dans une « zone à restructurer », ni dans une « zone d'aménagement différé » ou une « zone de réserve foncière » suivant le PAG en vigueur ;

Considérant que les fonds ne sont pas classés en « zone protégée d'intérêt national », ni couverts par un plan directeur sectoriel ;

Considérant que les fonds sont classés en « zone urbanisée ou à urbaniser » ;

Considérant que sur les fonds en question, la Commune de Pétange n'envisage par ailleurs ni :

- la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au Logement ;
- la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ou des travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;



Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

de renoncer au droit de préemption sur les fonds susvisés.

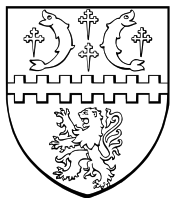
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

6.3.	<b>Urbanisation</b> <b>Droit de préemption relatif à une parcelle cadastrale située à Lamadelaine, lieu-dit « Auf dem Lehm »</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Considérant que M. Remacle Patrick a quitté la salle pour ce point de l'ordre du jour ;

Vu la requête du 3 août 2021 de la part de l'étude de notaire Karine Reuter, demandant si la Commune de Pétange entend exercer son droit de préemption légal sur les fonds suivants :

- Lamadelaine, lieu-dit « Auf dem Lehm », numéro cadastral 1194/701, terre labourable, avec une surface totale de 45,80 ares ;

Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) approuvées en date du 25 septembre 2017 par le conseil communal et approuvées par le Ministère de l'Intérieur en date du 29 mars 2018 sous les références 17C/007/2017, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

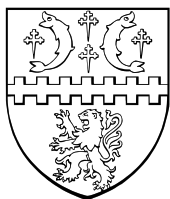
Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement particulier - quartiers existants (PAP-QE), adoptées en date du 25 septembre 2017 par le conseil communal et approuvées par le Ministère de l'Intérieur en date du 29 mars 2018 sous les références 18001/17C, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

Vu l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des Communes ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain stipulant en son Chapitre 1<sup>er</sup> « Zones de développement et zones à restructurer », que des mesures d'exécution, avec indication le cas échéant, des propriétaires susceptibles de faire l'objet de mesures d'expropriation et désignation du titulaire du droit de préemption, peuvent être retenues ;

Vu la loi modifiée dite « Pacte Logement » du 22 octobre 2008 » stipulant en son article 3 que les pouvoirs préemptant et les biens soumis au droit de préemption sont :

- la commune pour les parcelles sises dans les zones de développement au sens de l'article 42 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune pour les parcelles sises dans les zones à restructurer au sens de l'article 55 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;



- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour les parcelles sises dans les zones de réserves foncières au sens de l'article 97 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour les parcelles sises dans les zones d'aménagement différé au sens de l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune pour toutes les parcelles non construites situées dans des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées sur le territoire communal ;
- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour toutes les parcelles situées entièrement ou partiellement dans une bande de cent mètres longeant la limite de la zone urbanisée ou destinée à être urbanisée et située à l'extérieur de ces zones ;

Vu la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » ;

Vu la loi du 17 avril 2018 sur l'aménagement du territoire stipulant en son article 25 que les communes disposent d'un droit de préemption sur des terrains couverts par un plan directeur sectoriel ou d'un plan d'occupation du sol ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles stipulant en son article 49 que les communes disposent d'un droit de préemption sur les terrains dans les zones protégées d'intérêt national ;

Vu les règlements grand-ducaux du 10 février 2021 rendant obligatoires les plans directeurs sectoriels Logement, paysages, ZAE et Transports ;

Considérant que le droit de préemption ne peut être exercé qu'en vue de la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

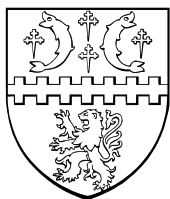
Considérant que le droit de préemption peut également être exercé en vue de la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ainsi que de travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant que les fonds visés par la présente ne sont ni situés dans une « zone de développement », ni dans une « zone à restructurer », ni dans une « zone d'aménagement différé » ou une « zone de réserve foncière » suivant le PAG en vigueur ;

Considérant que les fonds ne sont pas classés en « zone protégée d'intérêt national », ni couverts par un plan directeur sectoriel ;

Considérant que les fonds sont classés en « zone AGR – agricole » et situées entièrement ou partiellement dans une bande de cent mètres longeant la limite de la zone urbanisée ou destinée à être urbanisée et située à l'extérieur de ces zones ;

Constatant que l'acte envisagé ne concerne qu'une part de deux tiers de la parcelle en indivision ;



Considérant que sur les fonds en question, la Commune de Pétange n'envisage par ailleurs ni :

- la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au Logement ;
- la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ou des travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

de renoncer au droit de préemption sur les fonds susvisés.

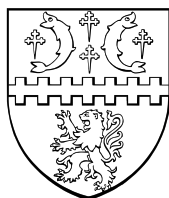
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

6.4.	<b>Urbanisation</b> <b>Droit de préemption relatif à une parcelle cadastrale située à Rodange, lieu-dit « Au sentier d'Athus »</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu la requête du 25 juin 2021 de la part de l'étude de notaire Christine Doerner, demandant si la Commune de Pétange entend exercer son droit de préemption légal sur les fonds suivants :

- Rodange, lieu-dit « Au sentier d'Athus », numéro cadastral 608/3230, place, avec une surface totale de 3,03 ares ;

Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) approuvées en date du 25 septembre 2017 par le conseil communal et approuvées par le Ministère de l'Intérieur en date du 29 mars 2018 sous les références 17C/007/2017, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

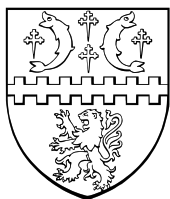
Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement particulier - quartiers existants (PAP-QE), adoptées en date du 25 septembre 2017 par le conseil communal et approuvées par le Ministère de l'Intérieur en date du 29 mars 2018 sous les références 18001/17C, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

Vu l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des Communes ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain stipulant en son Chapitre 1<sup>er</sup> « Zones de développement et zones à restructurer », que des mesures d'exécution, avec indication le cas échéant, des propriétaires susceptibles de faire l'objet de mesures d'expropriation et désignation du titulaire du droit de préemption, peuvent être retenues ;

Vu la loi modifiée dite « Pacte Logement » du 22 octobre 2008 » stipulant en son article 3 que les pouvoirs préemptant et les biens soumis au droit de préemption sont :

- la commune pour les parcelles sises dans les zones de développement au sens de l'article 42 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune pour les parcelles sises dans les zones à restructurer au sens de l'article 55 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;



- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour les parcelles sises dans les zones de réserves foncières au sens de l'article 97 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour les parcelles sises dans les zones d'aménagement différé au sens de l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune pour toutes les parcelles non construites situées dans des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées sur le territoire communal ;
- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour toutes les parcelles situées entièrement ou partiellement dans une bande de cent mètres longeant la limite de la zone urbanisée ou destinée à être urbanisée et située à l'extérieur de ces zones ;

Vu la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » ;

Vu la loi du 17 avril 2018 sur l'aménagement du territoire stipulant en son article 25 que les communes disposent d'un droit de préemption sur des terrains couverts par un plan directeur sectoriel ou d'un plan d'occupation du sol ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles stipulant en son article 49 que les communes disposent d'un droit de préemption sur les terrains dans les zones protégées d'intérêt national ;

Vu les règlements grand-ducaux du 10 février 2021 rendant obligatoires les plans directeurs sectoriels Logement, paysages, ZAE et Transports ;

Considérant que le droit de préemption ne peut être exercé qu'en vue de la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

Considérant que le droit de préemption peut également être exercé en vue de la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ainsi que de travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant que les fonds visés par la présente ne sont ni situés dans une « zone de développement », ni dans une « zone à restructurer », ni dans une « zone d'aménagement différé » ou une « zone de réserve foncière » suivant le PAG en vigueur ;

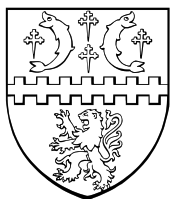
Considérant que les fonds ne sont pas classés en « zone protégée d'intérêt national », ni couverts par un plan directeur sectoriel ;

Considérant que les fonds sont classés en « zone urbanisée ou à urbaniser » et en Zone « Jardin » ;

Considérant que sur les fonds en question, la Commune de Pétange n'envisage par ailleurs ni :

- la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au Logement ;
- la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ou des travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;





Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

de renoncer au droit de préemption sur les fonds susvisés.

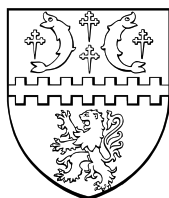
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

6.5.	<b>Urbanisation</b> <b>Droit de préemption relatif à une parcelle cadastrale située à Pétange, lieu-dit « Rue Aloyse Kayser »</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Vu la requête du 29 juillet 2021 de la part de l'étude de notaire Jacques Kessler, demandant si la Commune de Pétange entend exercer son droit de préemption légal sur les fonds suivants :

- Pétange, lieu-dit « Rue Aloyse Kayser », numéro cadastral 583/3530, jardin, avec une surface totale de 0,96 are ;

Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) approuvées en date du 25 septembre 2017 par le conseil communal et approuvées par le Ministère de l'Intérieur en date du 29 mars 2018 sous les références 17C/007/2017, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

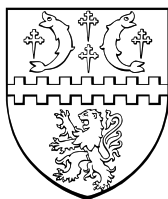
Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement particulier - quartiers existants (PAP-QE), adoptées en date du 25 septembre 2017 par le conseil communal et approuvées par le Ministère de l'Intérieur en date du 29 mars 2018 sous les références 18001/17C, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

Vu l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des Communes ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain stipulant en son Chapitre 1<sup>er</sup> « Zones de développement et zones à restructurer », que des mesures d'exécution, avec indication le cas échéant, des propriétaires susceptibles de faire l'objet de mesures d'expropriation et désignation du titulaire du droit de préemption, peuvent être retenues ;

Vu la loi modifiée dite « Pacte Logement » du 22 octobre 2008 » stipulant en son article 3 que les pouvoirs préemptant et les biens soumis au droit de préemption sont :

- la commune pour les parcelles sises dans les zones de développement au sens de l'article 42 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune pour les parcelles sises dans les zones à restructurer au sens de l'article 55 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;



- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour les parcelles sises dans les zones de réserves foncières au sens de l'article 97 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour les parcelles sises dans les zones d'aménagement différé au sens de l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune pour toutes les parcelles non construites situées dans des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées sur le territoire communal ;
- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour toutes les parcelles situées entièrement ou partiellement dans une bande de cent mètres longeant la limite de la zone urbanisée ou destinée à être urbanisée et située à l'extérieur de ces zones ;

Vu la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » ;

Vu la loi du 17 avril 2018 sur l'aménagement du territoire stipulant en son article 25 que les communes disposent d'un droit de préemption sur des terrains couverts par un plan directeur sectoriel ou d'un plan d'occupation du sol ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles stipulant en son article 49 que les communes disposent d'un droit de préemption sur les terrains dans les zones protégées d'intérêt national ;

Vu les règlements grand-ducaux du 10 février 2021 rendant obligatoires les plans directeurs sectoriels Logement, paysages, ZAE et Transports ;

Considérant que le droit de préemption ne peut être exercé qu'en vue de la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

Considérant que le droit de préemption peut également être exercé en vue de la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ainsi que de travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

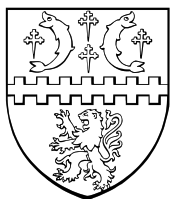
Considérant que les fonds visés par la présente ne sont ni situés dans une « zone de développement », ni dans une « zone à restructurer », ni dans une « zone d'aménagement différé » ou une « zone de réserve foncière » suivant le PAG en vigueur ;

Considérant que les fonds ne sont pas classés en « zone protégée d'intérêt national », ni couverts par un plan directeur sectoriel ;

Considérant que les fonds sont classés en « zone urbanisée ou à urbaniser » ;

Considérant que sur les fonds en question, la Commune de Pétange n'envisage par ailleurs ni :

- la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au Logement ;
- la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ou des travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;



Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

de renoncer au droit de préemption sur les fonds susvisés.

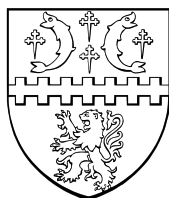
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

6.6.	<b>Urbanisation</b> <b>Droit de préemption relatif à une parcelle cadastrale située à Lamadelaine, lieu-dit « Im kleinen Pesch »</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu la requête du 23 juillet 2021 de la part de l'étude de notaire Jacques Kessler, demandant si la Commune de Pétange entend exercer son droit de préemption légal sur les fonds suivants :

- Lamadelaine, lieu-dit « Im kleinen Pesch », numéro cadastral 972/3582, place, avec une surface totale de 1,14 are ;

Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) approuvées en date du 25 septembre 2017 par le conseil communal et approuvées par le Ministère de l'Intérieur en date du 29 mars 2018 sous les références 17C/007/2017, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

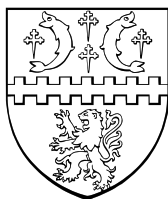
Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement particulier - quartiers existants (PAP-QE), adoptées en date du 25 septembre 2017 par le conseil communal et approuvées par le Ministère de l'Intérieur en date du 29 mars 2018 sous les références 18001/17C, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

Vu l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des Communes ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain stipulant en son Chapitre 1<sup>er</sup> « Zones de développement et zones à restructurer », que des mesures d'exécution, avec indication le cas échéant, des propriétaires susceptibles de faire l'objet de mesures d'expropriation et désignation du titulaire du droit de préemption, peuvent être retenues ;

Vu la loi modifiée dite « Pacte Logement » du 22 octobre 2008 » stipulant en son article 3 que les pouvoirs préemptant et les biens soumis au droit de préemption sont :

- la commune pour les parcelles sises dans les zones de développement au sens de l'article 42 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune pour les parcelles sises dans les zones à restructurer au sens de l'article 55 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;



- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour les parcelles sises dans les zones de réserves foncières au sens de l'article 97 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour les parcelles sises dans les zones d'aménagement différé au sens de l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- la commune pour toutes les parcelles non construites situées dans des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées sur le territoire communal ;
- la commune et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour toutes les parcelles situées entièrement ou partiellement dans une bande de cent mètres longeant la limite de la zone urbanisée ou destinée à être urbanisée et située à l'extérieur de ces zones ;

Vu la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » ;

Vu la loi du 17 avril 2018 sur l'aménagement du territoire stipulant en son article 25 que les communes disposent d'un droit de préemption sur des terrains couverts par un plan directeur sectoriel ou d'un plan d'occupation du sol ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles stipulant en son article 49 que les communes disposent d'un droit de préemption sur les terrains dans les zones protégées d'intérêt national ;

Vu les règlements grand-ducaux du 10 février 2021 rendant obligatoires les plans directeurs sectoriels Logement, paysages, ZAE et Transports ;

Considérant que le droit de préemption ne peut être exercé qu'en vue de la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

Considérant que le droit de préemption peut également être exercé en vue de la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ainsi que de travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

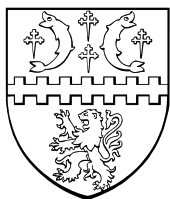
Considérant que les fonds visés par la présente ne sont ni situés dans une « zone de développement », ni dans une « zone à restructurer », ni dans une « zone d'aménagement différé » ou une « zone de réserve foncière » suivant le PAG en vigueur ;

Considérant que les fonds ne sont pas classés en « zone protégée d'intérêt national », ni couverts par un plan directeur sectoriel ;

Considérant que les fonds sont classés en « zone urbanisée ou à urbaniser » ;

Considérant que sur les fonds en question, la Commune de Pétange n'envisage par ailleurs ni :

- la réalisation de logements visés par les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au Logement ;
- la réalisation de travaux de voirie et d'équipements publics ou des travaux visant à ériger des équipements collectifs conformément aux articles 23 et 24, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;



Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

de renoncer au droit de préemption sur les fonds susvisés.

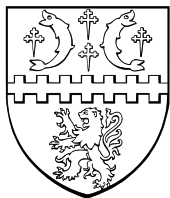
La présente n'est pas sujette à approbation par l'autorité supérieure.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

6.7.	<b>Urbanisation</b> <b>Projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement général de la commune de Pétange : vote définitif</b>	Décision
------	---	----------

Le conseil communal,

Revu sa décision du 17 mai 2021 par laquelle

- il s'est déclaré d'accord pour lancer la procédure d'adoption du projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement général (PAG), élaboré par le bureau d'études Zeyen et Baumann pour le compte de l'Administration communale ;
- il a chargé le collège échevinal de procéder aux consultations prévues aux articles 11 et 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, respectivement à l'article 2.7. de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Considérant que la modification ponctuelle susmentionnée vise à préciser et à mettre à jour des dispositions des articles 1-4, 14-18, 25.1, 25.3, 28 et de l'« Annexe - Bâtiments protégés (à titre indicatif) » de la partie écrite du PAG en vigueur ;

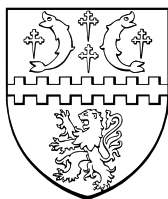
Considérant que dans le cadre de la procédure d'adoption, prévue aux articles 11 et 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le dossier a été transmis pour avis à la Commission d'aménagement et le projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général a été déposé, pendant 30 jours complets à partir du 28 mai 2021, à la maison communale et sous forme électronique sur le site internet de la Commune où le public a pu en prendre connaissance ; que ce dépôt a été rendu public par voie d'affiches et par un avis publié le 28 mai 2021 dans quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ;

Considérant que dans ce délai légal de trente jours, les observations et objections contre le projet ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins, ceci sous peine de forclusion ;

Considérant qu'aucune objection n'a été présentée au collège des bourgmestre et échevins ;

Considérant que la réunion d'information prévue à l'article 12 de la modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain a eu lieu le 2 juin 2021 ;





Considérant que conformément à l'article 2.7. de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, la décision du conseil communal du 17 mai 2021 de ne pas réaliser une évaluation environnementale détaillée ainsi que les raisons qui ont abouti à cette conclusion ont fait l'objet d'une publication, à partir du 28 mai 2021, à la maison communale et sous forme électronique sur le site internet de la Commune où le public a pu en prendre connaissance ; que ce dépôt a été rendu public par voie d'affiches et par un avis publié le 28 mai 2021 dans quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ;

Considérant que dans le délai de quarante jours, aucun recours en annulation contre la décision mentionnée au paragraphe précédent n'a été déposé auprès du tribunal administratif ;

Considérant qu'en sa séance du 2 juin 2021, la Commission d'aménagement a formulé les remarques suivantes au sujet du projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement général :

#### **Avis de la Commission d'aménagement**

##### **I Article 25.3**

a) *Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 25.3 est superfétatoire et serait éventuellement à supprimer.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

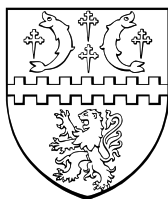
- soulignant que cet alinéa précise, contrairement aux immeubles protégés traités dans les articles précédents, quels travaux sont autorisables sur les immeubles se trouvant dans les secteurs protégés d'intérêt communal « environnement construit – C »;
- proposant par conséquent de maintenir le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 25.3 dans sa forme initiale ;

b) *Au niveau de l'article 25.3 alinéa 2, la formulation « (...) les constructions existantes doivent s'intégrer dans l'environnement caractéristique du bâti traditionnel (...) » n'est pas une règle urbanistique claire et précise. A ce sujet, la commission renvoie à une jurisprudence émanant de la Cour administrative (CA 29 juin 2006, n° 20513C et 21295C du rôle ; CA 23 novembre 2006, n° 21856C du rôle, CA 11 janvier 2007, n°21751C du rôle) confirmant que « L'Etat de droit n'existe que si le citoyen peut se fier à la lettre du texte réglementaire, dans la mesure où celui-ci est clair et précis ». Partant, aux fins d'exclure toute insécurité juridique, cet alinéa serait à biffer.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- proposant de reformuler et préciser l'alinéa 2 de l'article 25.3 afin d'éviter des insécurités juridiques dans l'interprétation du texte ; l'alinéa se lira dès lors :

*« Ces nouvelles constructions ainsi que les travaux réalisés sur les constructions existantes doivent ~~s'intégrer dans l'environnement caractéristique du bâti traditionnel,~~ ~~en s'inspirant~~ s'inspirer du contexte urbanistique existant formé des bâtiments du quartier. Une architecture de qualité est de mise pour toute nouvelle construction. Les éléments caractéristiques à considérer lors de la réalisation de ces travaux sont notamment le parcellaire, l'implantation des constructions voisines du quartier, le gabarit et le volume, la forme des ouvertures, la proportion pleins et vides typiques, la forme de toiture et le rythme des façades, ainsi que les matériaux et teintes traditionnels de la région. Seules sont admises les couleurs définies à l'annexe « Charte des couleurs pour les constructions à l'intérieur d'un Secteur protégé de type - environnement construit ».*







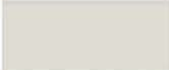
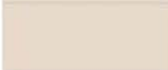
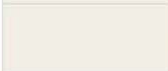


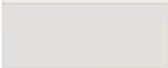


AvrilMai 2021

PAG de la commune de Pétange








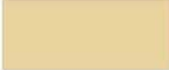


**Annexe - Charte des couleurs pour les constructions à l'intérieur d'un secteur protégé de type - environnement construit**

Seules les couleurs référencées ci-dessous, sont autorisées pour le traitement des façades des constructions. De légères variations en ce qui concerne les nuances de couleur sont tolérées.









**Blanc cassé**

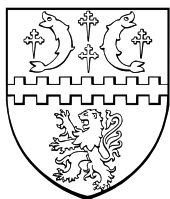
	S 0300-N		S 1002-R		S 1005-Y40R
	S 0502-Y		S 1002-Y		S 1005-Y50R
	S 0502-Y50R		S 1002-Y50R		S 1005-Y60R
	S 1000-N		S 1005-Y10R		S 1005-Y70R

**Ocre**

	S 0510-Y10R		S 1015-Y10R		S 1020-Y20R
	S 0510-Y20R		S 1015-Y20R		S 2020-Y10R
	S 0510-Y30R		S 1020-Y10R		S 2020-Y20R
	S 1010-Y20R				

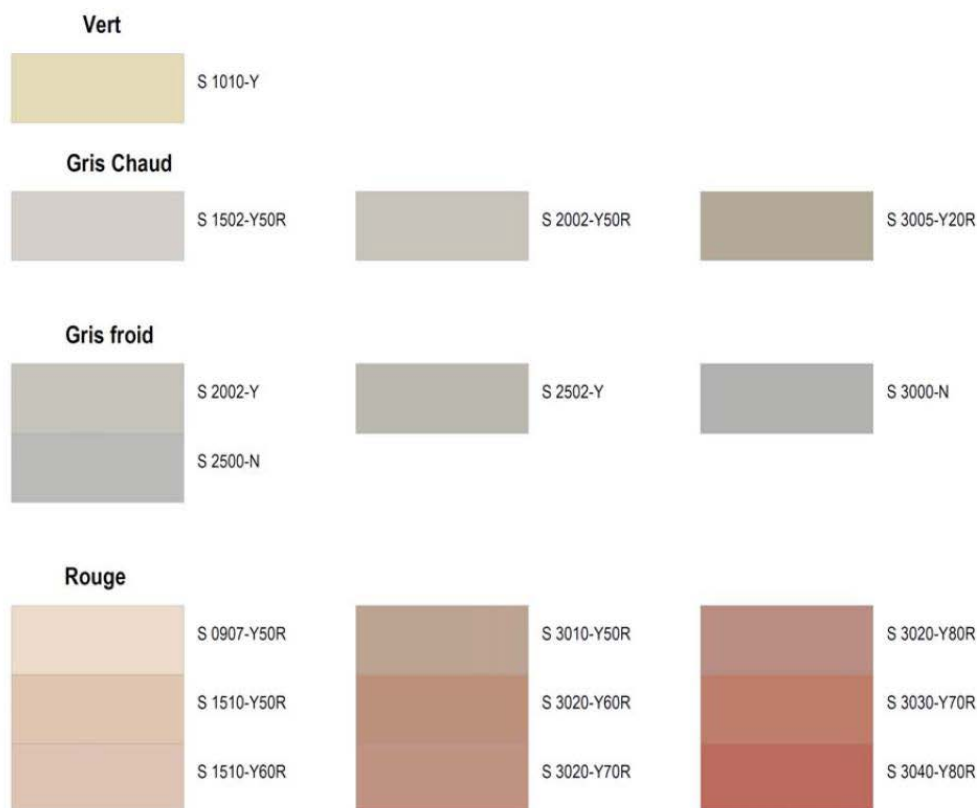
**Beige**

	S 0505-Y20R		S 1510-Y10R		S 2005-Y40R
	S 0507-Y40R		S 1510-Y20R		S 2010-Y20R
	S 0804-Y50R		S 1510-Y30R		S 2010-Y30R
	S 0907-Y10R		S 1510-Y40R		S 2010-Y40R
	S 1005-Y20R		S 2005-Y10R		S 3010-Y40R



AvrilMai 2021

PAG de la commune de Pétange



c) La fin de la phrase de l'alinéa 3 stipulant que « Les éléments caractéristiques à considérer lors de la réalisation de ces travaux sont : (...) les matériaux et teintes traditionnels de la région » n'est pas suffisamment précise et partant à éliminer. Au cas où les autorités communales voudraient imposer des matériaux et teintes, il importe de définir auparavant une palette de couleurs et matériaux admissibles parmi lesquels tout usager pourra alors faire son choix lors de sa demande d'autorisation de construire.

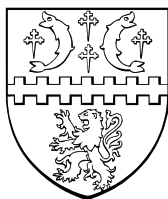
Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- proposant de supprimer l'alinéa 3 étant donné que l'alinéa 2 reformulé définit avec précision les éléments à prendre en considérant de même que les couleurs définies à l'annexe « Charte des couleurs pour les constructions à l'intérieur d'un Secteur protégé de type – environnement construit », parmi lesquelles tout usager pourra alors faire son choix dans sa demande d'autorisation de construire ;

d) L'alinéa 4 de l'article 25.3 est à supprimer car il ne constitue pas une disposition claire et précise d'une part, et d'autre part, il sous-entend que des contradictions entre PAG, PAP Q.E. et Règlement sur les bâtisses, les voies et les sites pourraient exister, ce qui est contraire à la loi.

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- proposant, compte tenu de la remarque de la cellule d'évaluation, de supprimer l'alinéa 4 de l'article 25.3.



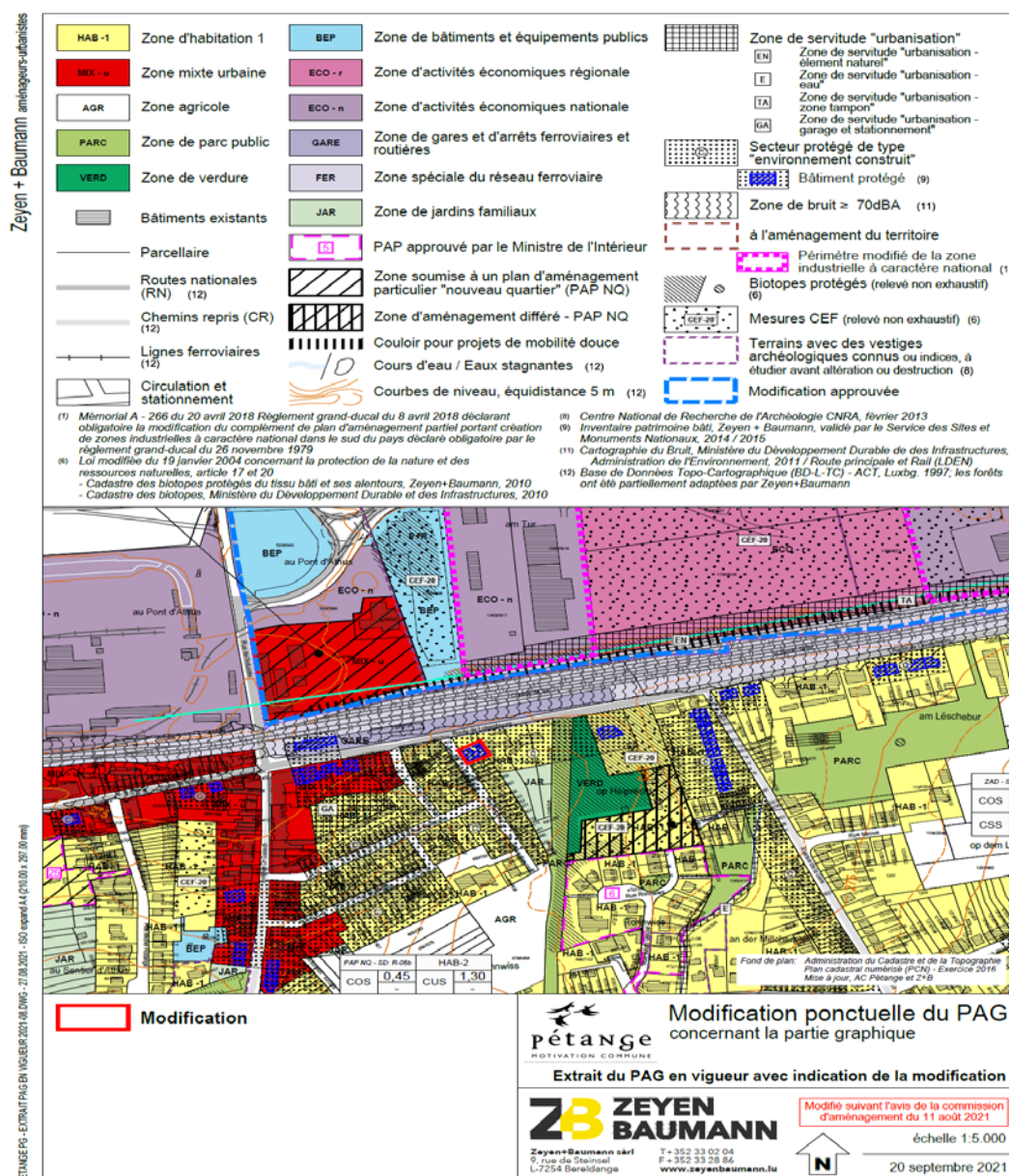
## II Annexe « Bâtiments protégés (à titre indicatif) »

a) En ce qui concerne l'annexe « Bâtiments protégés », force est de constater que le bâtiment 12, route de Luxembourg à Rodange est supprimé de la liste alors qu'il persiste marquer comme tel sur la partie graphique. Or, une telle incohérence est inadmissible.

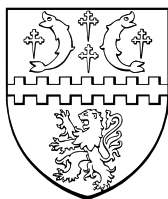
Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- expliquant qu'en sa séance du 25 septembre 2017, le conseil communal a unanimement décidé de ne pas attribuer le statut d'immeuble protégé à l'immeuble 12, route de Luxembourg à Rodange (décision n° 1.60 du point 13.2.) ;
- soulignant que le conseil communal n'a d'autre choix que tenir de compte de sa décision du 25 septembre 2017 et de redresser cet oubli au niveau de la partie graphique du PAG, c'est-à-dire de ne plus marquer ledit immeuble comme « bâtiment protégé » sur la partie graphique ;

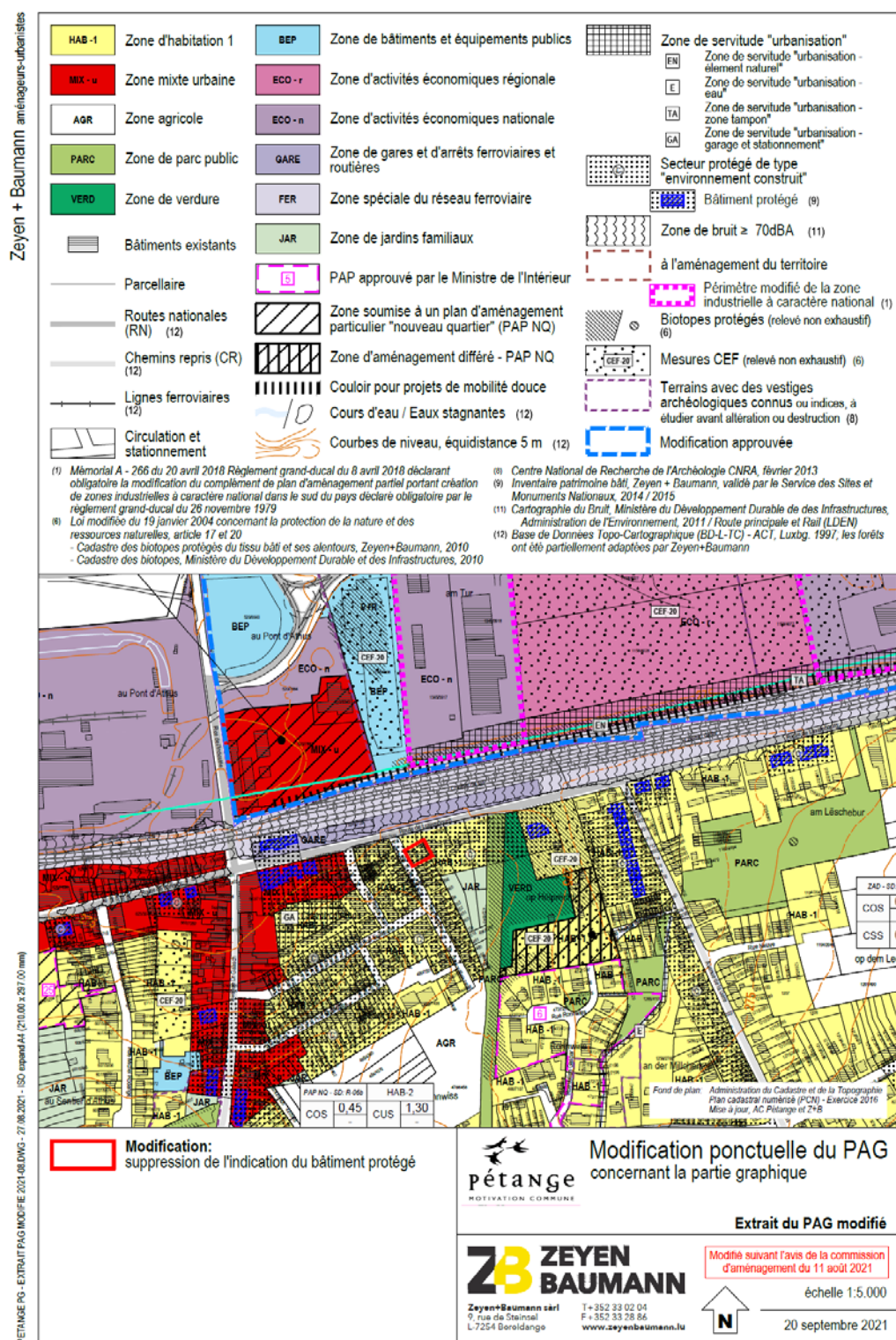
Extrait du PAG en vigueur :

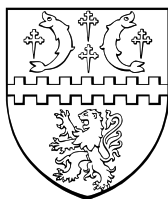






Extrait du PAG qui tient compte de la modification proposée :





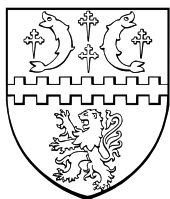
b) *Un représentant-expert estime que, mis à part le bâtiment sis 18, rue Joseph Philippart, les 12 bâtiments supprimés restent dignes d'être classés comme « bâtiments protégés » au niveau communal.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- rappelant qu'en sa séance du 25 septembre 2017, le conseil communal, sur base des réclamations déposées par les propriétaires dans le cadre de l'enquête publique, a décidé explicitement l'abandon d'un éventuel classement des 14 (et non pas des 12 bâtiments comme indiqué erronément dans l'avis de la Commission d'aménagement) immeubles suivants :
  - *Pétange, 2, rue Marie-Adélaïde, façade et linteaux (Réf. 1.27)*
  - *Pétange, 10, rue Charlotte Maison, avec 2 façades particulières (Réf. 1.11)*
  - *Pétange, 34, route de Longwy, maison de Maître (Réf. 1.21)*
  - *Lamadelaine, 1, rue de la Providence, maison authentique (Réf. 1.7)*
  - *Lamadelaine, 24, rue de la Providence, ferme Tockert - uniquement maison sans annexes (Réf. 1.12)*
  - *Rodange, 105, rue Nic. Biever, ancien moulin (Réf. 1.2)*
  - *Rodange, 3, rue de la Fonderie, maison authentique (Réf. 1.31)*
  - *Rodange, 7, rue de la Fonderie, maison authentique (Réf. 1.32)*
  - *Rodange, 67, chemin de Brouck, maison de Maître (Réf. 1.24)*
  - *Rodange, 18, rue Jos. Philippart, maison authentique (Non-retenue dans l'avis de la Commission d'aménagement)*
  - *Rodange, 12, route de Luxembourg, maison de Maître (Non-retenue dans l'avis de la Commission d'aménagement)*
  - *Rodange, 13, route de Luxembourg, maison de Maître (L'adresse & l'immeuble n'existent pas – erreur matérielle)*
  - *Rodange, 14, route de Luxembourg, maison de Maître (Réf. 1.9)*
  - *Rodange, 15, route de Luxembourg, maison de Maître (Réf. 1.38)*
  - *Rodange, 16, route de Luxembourg, maison de Maître (Réf. 1.8)*
- proposant, compte tenu des décisions du conseil communal du 25 septembre 2017, de ne pas réserver une suite favorable à l'avis du représentant-expert ;

<b>Objections et observations des réclamants</b>
--

*Aucune observation respectivement objection n'a été présentée à l'encontre du présent projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement général.*



Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant finalement, compte tenu de ce qui précède :

- d'approuver le présent projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement général avec les adaptations proposées par le collège échevinal ;
- d'adapter la partie graphique tel que demandé par la Commission d'aménagement en vue d'éviter toute incohérence entre la partie graphique et la partie écrite en ce qui concerne le bâtiment 12, route de Luxembourg à Rodange ;

Vu la version adaptée de septembre 2021 du projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement particulier ;

Vu l'avis de la Commission d'aménagement émis en sa séance du 2 juin 2021 et formulé en date du 11 août 2021, réf. : 17C/013/2021 ;

Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Pétange, adoptées par le conseil communal en sa séance du 25 septembre 2017 et approuvées par le Ministre de l'Intérieur le 29 mars 2018, référence 17C/007/2017, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu les mesures de simplification administrative introduites par la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » dans le domaine de l'aménagement communal et du développement urbain ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant l'organisation et le fonctionnement de la commission d'aménagement ainsi que l'organisation et le fonctionnement de la cellule d'évaluation ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant l'étude préparatoire d'un projet d'aménagement général ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu de la fiche de présentation du plan d'aménagement général d'une commune ;

Vu le règlement grand-ducal dit 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du rapport justificatif et du plan directeur du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » ;

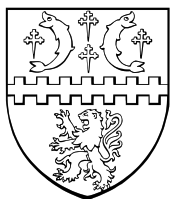
Vu la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire et modifiant la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

---



Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

1. De se rallier aux adaptations proposées par le collège échevinal suite aux remarques formulées par la Commission d'aménagement au sujet de la version originale du présent projet de modification ponctuelle.
2. D'approuver en conséquence la version adaptée du projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement général.
3. D'adapter la partie graphique tel que demandé par la Commission d'aménagement en vue d'éviter toute incohérence entre la partie graphique et la partie écrite en ce qui concerne le bâtiment 12, route de Luxembourg à Rodange ;

Prie l'autorité de bien vouloir donner son attache à la présente.

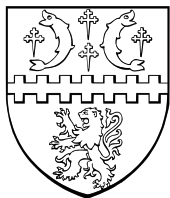
En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,





# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

6.8.	<b>Urbanisation</b> <b>Projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE) de la commune de Pétange</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP-QE), élaboré par le bureau d'études Zeyen & Baumann pour le compte de l'Administration communale et mis en procédure par décision du collège échevinal du 21 mai 2021 ;

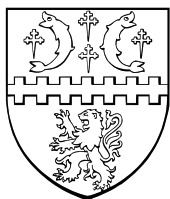
Considérant que le projet de modification susmentionné vise à apporter des modifications au :

- Chapitre 1 : articles des zones d'habitation « HAB-1 », « HAB-2 », « MIX-u », « MIX-v », « MIX-r »,
- Chapitre 2 : articles du « Secteur de type environnement construit C », « Dispositions spécifiques », « Prescriptions dimensionnelles » et « Glossaire » ;

Considérant que dans le cadre de la procédure d'adoption, prévue par l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le dossier a été soumis pour avis à la Cellule d'évaluation instituée auprès du Ministère de l'Intérieur et le projet de modification ponctuelle a été déposé, pendant 30 jours à partir du 28 mai 2021, à la maison communale où le public a pu en prendre connaissance; que ce dépôt a été rendu public par voie d'affiches et par un avis au public publié le 28 mai 2021 dans quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ;

Considérant que dans ce délai légal de trente jours, les observations et objections contre le projet ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins, ceci sous peine de forclusion ;

Considérant que dans ce délai, aucune objection n'a été introduite ;



Considérant qu'en sa séance du 14 juin 2021, la Cellule d'évaluation a formulé les remarques suivantes au sujet du projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement particulier « quartier existant » :

#### **Avis de la Commission d'aménagement**

*a) Concernant l'article 1.2.3, la cellule propose d'ajouter que si la parcelle voisine est libre de toute construction il doit être possible de construire sans recul sur la limite latérale de celle-ci. Cette remarque est également de mise pour l'article 2.2.3.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

- de ne pas retenir cette propose afin d'éviter de créer de nombreux pignons nus respectivement de créer des problèmes aux niveaux de toitures, gouttières et façades faisant saillie sur des propriétés voisines ; cette remarque s'applique également à l'article 2.3.3 (Zone Hab-2).

*b) La cellule tient à signaler qu'au niveau de l'article 1.3.2 il n'est pas nécessaire de fixer une largeur minimale pour les maisons jumelées ou en bande car celles-ci forment un ensemble construit d'une certaine largeur. De plus, ceci permet d'autoriser une typologie de logement plus petite pouvant constituer une alternative intéressante par rapport à l'appartement. Cependant la cellule propose d'ajouter qu'une ouverture de porte de garage ne doit pas dépasser les 40% de la surface totale de la façade frontale. Cette remarque est valable pour les articles 2.3.2, 3.3.2 et 4.3.2.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

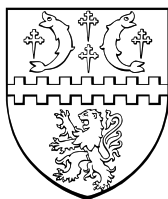
- de porter la largeur minimale des maisons jumelées ou en bande à 6,00 mètres ;
- de rajouter le passage de texte suivant « Pour une parcelle existante inconstructible, le bourgmestre peut exceptionnellement et pour des raisons urbanistiques autoriser une construction d'une largeur inférieure à 6,00 mètres, sous condition de garantir une habitation de qualité » ; cette ajoute est également de mise pour les articles 2.3.2 (Zone HAB-2), 3.3.2 (Zone MIX-u) et 4.3.2. (Zone MIX-V) ;
- d'insérer à l'article 15.1 la phrase suivante : « Dans le cadre d'un lotissement de terrains, les parcelles créées ne doivent pas nécessiter de dérogation ni créer de situation d'exception vis-à-vis de la présente réglementation. »

*c) Au niveau du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 14.4, la cellule suggère de supprimer le mot « annexe » et de reformuler l'alinéa comme suit : « Lors d'une transformation d'une dépendance, la proportionnalité des façades entre la construction principale et la dépendance est à sauvegarder. ».*

*La formulation « [...] les nouveaux corps de bâtiment accolés qui sont [...] », présente à l'avant dernier alinéa de cet article 14.4, est à remplacer par « [...] les parties des constructions principales n'ayant qu'un seul niveau qui sont [...] ».*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant de

- de supprimer effectivement le terme « annexe » et de reformuler l'alinéa en concerné comme suit : « Lors d'une transformation d'une dépendance agricole, d'un dépôt, d'un atelier ou d'une autre construction similaire, la proportionnalité des façades entre la construction principale et la dépendance est à sauvegarder ».
- de reformuler l'avant dernier alinéa de l'article 14.4 comme suit « L'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits ou recouverts est interdit (bloc de béton, parpaings, briques, pierres...) excepté pour les extensions d'une construction principale qui sont entièrement construites en bois, en béton, en verre ou autres matériaux contemporains. »



d) *Le dernier alinéa de l'article 14.5 est à modifier comme suit : « Les parties des constructions principales n'ayant qu'un seul niveau sont autorisées à avoir une toiture plate ou à pente unique pouvant être végétalisée. »*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

- de reformuler le dernier alinéa de l'article 14.5 comme suit : « *Une extension d'une construction principale à l'arrière ou sur le côté latéral peut avoir une toiture plate ou à pente unique pouvant être végétalisée.* »

e) *Au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 15, il importe de supprimer le mot « régularisation » étant donné qu'une autorisation de construire ne permet pas la régularisation d'un bâtiment ou d'une construction existant conformément à l'article 37 de la loi modifiée du 19 Juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins de se rallier

- de se rallier à la proposition de la Cellule d'évaluation et, en conséquence, de supprimer le mot "régularisation".

f) *Concernant le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 16.1, la cellule suggère de préciser si les deux reculs latéraux peuvent être exploités ou uniquement un seul. Effectivement, il serait intéressant de pouvoir autoriser dans un recul latéral un garage ou un carport et dans l'autre un emplacement en plein air.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

- de maintenir le texte initial de mai 2021 étant donné qu'il importe de ne pas supprimer trop d'emplacements sur la voie publique.  
Par ailleurs l'article 16.14.2, alinéa 7, relatif aux maisons unifamiliales, permet explicitement l'aménagement de plusieurs accès carrossables pour autant qu'un terrain a une largeur d'au moins 18 mètres.

g) *Au niveau du 5<sup>e</sup> alinéa de l'article 16.6, il est impératif de préciser qu'il n'est pas permis d'aménager dans le recul postérieur un garage, carport ou un emplacement de stationnement.*

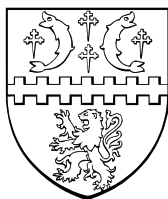
Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

- de maintenir le texte initial de mai 2021 étant donné que l'article 16.14, alinéa 4, précise déjà que de tels emplacements ne sont pas permis.

h) *Concernant l'article 16.7, la cellule propose d'autoriser également une construction de type « pergola » non accolée à la façade postérieure du bâtiment principal.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

- de maintenir le texte initial de mai 2021 étant donné que l'article 16.7 fixe les dispositions de terrasses et pergolas accolées et l'article 16.17.2, 1<sup>er</sup> alinéa, quant à lui fixe le cadre dans lequel des pergolas non-accolées sont autorisées.



i) *La dernière phrase du 6<sup>e</sup> 7<sup>e</sup> alinéa de ce même article, évoquant un « concept architectural », est à supprimer car il ne s'agit pas d'une disposition claire et précise.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

- de se rallier à la proposition de la Cellule d'évaluation et, en conséquence, de supprimer cette dernière phrase.

j) *En ce qui concerne le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 16.11, la cellule estime qu'il convient de conserver une distance de 1,00 mètre par rapport au faîte seulement si la différence d'hauteur entre la corniche et le faîte est supérieure à quelque 3,50 mètres, ceci afin de pouvoir garantir une hauteur sous plafond convenable dans la lucarne.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

- d'adapter la phrase de sorte à ce que la distance pourra être moindre pour garantir une hauteur libre suffisante.  
La 1<sup>re</sup> phrase du 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 16.11 sera dès lors complétée comme suit : « *Sauf pour des raisons techniques, par exemple pour garantir une hauteur libre d'au moins 2,00 mètres, les éléments dépassant [...]* ».

k) *La cellule propose de supprimer l'article 16.16 car il est superfétatoire étant donné qu'un corps de bâtiment accolé fait partie intégrante d'une construction principale.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

- de modifier l'intitulé de l'article 16.16 en « Extension d'une construction principale », notamment en vue de l'importance de régler correctement de telles constructions. Le texte se lira dès lors :

*« 16.16 Extension d'une construction principale*

*Cet article s'applique à la zone d'habitation 1, la zone d'habitation 2, la zone mixte urbaine, la zone mixte villageoise et la zone mixte rurale.*

*Une extension d'une construction principale ou d'origine est autorisée sous condition de respecter toutes les prescriptions dimensionnelles et les marges de reculement d'une construction principale de la zone respective.*

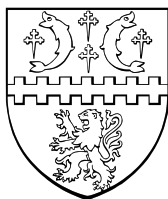
*Les extension d'une construction principale ou d'origine doivent s'intégrer de façon harmonieuse à la construction principale adjacente.*

*L'installation de fours, foyers et cheminées à l'intérieur et à l'extérieur d'une extension d'une construction principale qui n'est pas construite sur toute la hauteur, jusqu'au faîte du bâtiment principal est interdite. »*

l) *Pour terminer, les définitions de l'annexe et du corps de bâtiment accolé sont à supprimer, car celles-ci portent à confusion. En effet, la cellule déconseille les dispositions différenciant constructions principales, corps de bâtiment accolé ou encore annexes car celles-ci s'avèrent être particulièrement difficiles d'application et sont sources d'insécurité juridiques qu'il importe d'éviter. De manière générale, il est préférable en matière de terminologie de parler uniquement de constructions principales et de dépendances.*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant

- de supprimer dans le glossaire la terminologie de « Annexe » et « Corps de bâtiment accolé » étant donné que l'article 14.4 précise les dispositions applicables.



### Objections et observations des réclamants

*Aucune observation respectivement objection n'a été présentée à l'encontre du présent projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement particulier « quartier existant ».*

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- proposant finalement, compte tenu de ce qui précède, d'approuver le présent projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement particulier "quartier existant" (PAP QE) avec les adaptations proposées par le collège échevinal ;

Vu la version adaptée de septembre 2021 du projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP-QE) ;

Vu l'avis de la Commission d'aménagement émis en sa séance du 14 juin 2021 et formulé en date du 15 juillet 2021, réf. : 19097/17C ;

Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Pétange, adoptées par le conseil communal en sa séance du 25 septembre 2017 et approuvées par le Ministre de l'Intérieur le 29 mars 2018, référence 17C/007/2017, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu les mesures de simplification administrative introduites par la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » dans le domaine de l'aménagement communal et du développement urbain ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant l'organisation et le fonctionnement de la commission d'aménagement ainsi que l'organisation et le fonctionnement de la cellule d'évaluation ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » ;

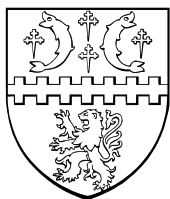
Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du rapport justificatif et du plan directeur du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » ;

Vu la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire et modifiant la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;



Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

1. De se rallier aux adaptations proposées par le collège échevinal suite aux remarques formulées par la Cellule d'évaluation au sujet de la version originale du présent projet de modification ponctuelle.
2. D'approuver en conséquence la version adaptée du projet de modification ponctuelle de la partie écrite du plan d'aménagement particulier « quartier existant ».

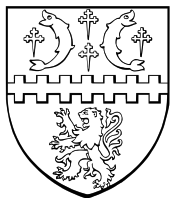
La présente est transmise pour approbation au Ministère de l'Intérieur.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

6.9.	<b>Urbanisation</b> <b>Projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général concernant des fonds situés à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy » : vote définitif</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Revu sa décision du 17 mai 2021 par laquelle

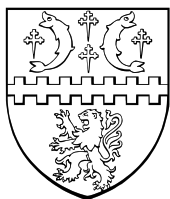
- il s'est déclaré d'accord pour lancer la procédure d'adoption du projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général (PAG) concernant des fonds sis à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy », élaboré par le bureau d'études Zeyen et Baumann pour le compte de l'Administration communale ;
- il a chargé le collège échevinal de procéder aux consultations prévues aux articles 11 et 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, respectivement à l'article 2.7. de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ponctuelle susmentionné vise à reclasser des terrains qui sont actuellement classés en PAP QE « zone mixte urbaine », [MIX-u•c-3], en PAP QE « zone de bâtiments et d'équipements publics », [BEP], en vue de permettre la construction d'une structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale ;

Considérant que le projet de modification ponctuelle susmentionné n'interfère pas sur la partie écrite du PAG ;

Considérant que dans le cadre de la procédure d'adoption, prévue aux articles 11 et 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le dossier a été transmis pour avis à la Commission d'aménagement et le projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général a été déposé, pendant 30 jours complets à partir du 28 mai 2021, à la maison communale et sous forme électronique sur le site internet de la Commune où le public a pu en prendre connaissance ; que ce dépôt a été rendu public par voie d'affiches et par un avis publié le 28 mai 2021 dans quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ;

Considérant que dans ce délai légal de trente jours, les observations et objections contre le projet ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins, ceci sous peine de forclusion ;



Considérant que dans ce délai, aucune objection n'a été présentée au collège des bourgmestre et échevins ;

Considérant que la réunion d'information prévue à l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain a eu lieu le 2 juin 2021 ;

Considérant que conformément à l'article 2.7. de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, la décision du conseil communal du 13 juillet 2020 de ne pas réaliser une évaluation environnementale détaillée ainsi que les raisons qui ont abouti à cette conclusion ont fait l'objet d'une publication, à partir du 28 mai 2021, à la maison communale et sous forme électronique sur le site internet de la Commune où le public a pu en prendre connaissance ; que ce dépôt a été rendu public par voie d'affiches et par un avis publié le 28 mai 2021 dans quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ;

Considérant que dans le délai de quarante jours, aucun recours en annulation contre la décision mentionnée au paragraphe précédent n'a été déposé auprès du tribunal administratif ;

Considérant qu'en sa séance du 2 juin 2021, la Commission d'aménagement a émis son avis au sujet du projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général repris sous rubrique ;

#### **Avis de la Commission d'aménagement**

La Commission d'aménagement, dans son avis émis en sa séance du 2 juin 2021 et formulé en date du 12 juillet, écrit que

*« La commission avise favorablement le présent reclassement »*

tout en rendant attentif au traité international conclu à Courtrai en 1820 entre les royaumes de France et de Pays-Bas pour la frontière commune avec la France, qui dispose dans son article 68 qu' *« aucune construction de bâtiments ou habitations quelconque ne pourra être élevée et ne sera tolérée, établie à dix mètres de la ligne-frontière [...] »*.

#### Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- informant que le recul de 10 mètres par rapport à la ligne-frontière entre le Luxembourg et la France imposé par le traité susmentionné est entièrement respecté par le projet d'implantation d'un foyer pour demandeurs d'asile prévu aux fonds concernés;

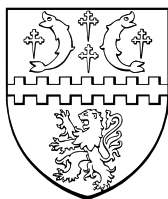
#### **Objections et observations des réclamants**

*Aucune observation respectivement objection n'a été présentée à l'encontre du présent projet de reclassement.*

#### Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins

- proposant, compte tenu de ce qui précède, d'approuver le présent projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général concernant des fonds situés à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy », dans sa forme originale ;





Vu la version originale du projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général concernant des fonds situés à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy » ;

Vu l'avis de la Commission d'aménagement émis en sa séance du 2 juin 2021 et formulé en date du 12 juillet 2021 ;

Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Pétange, adoptées par le conseil communal en sa séance du 25 septembre 2017 et approuvées par le Ministre de l'Intérieur le 29 mars 2018, référence 17C/007/2017, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu les mesures de simplification administrative introduites par la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » dans le domaine de l'aménagement communal et du développement urbain ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant l'organisation et le fonctionnement de la commission d'aménagement ainsi que l'organisation et le fonctionnement de la cellule d'évaluation ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant l'étude préparatoire d'un projet d'aménagement général ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu de la fiche de présentation du plan d'aménagement général d'une commune ;

Vu le règlement grand-ducal dit 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du rapport justificatif et du plan directeur du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » ;

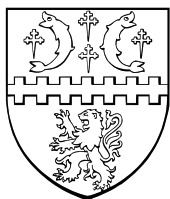
Vu la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire et modifiant la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

---



Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver le projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général concernant des fonds situés à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy », dans sa forme originale.

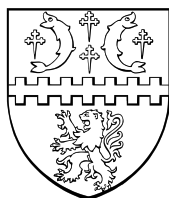
Prie l'autorité de bien vouloir donner son attache à la présente.

En séance publique à Pétange date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

6.10.	<b>Urbanisation</b> <b>Projet de modification ponctuelle de la partie graphique du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE) concernant des fonds situés à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy »</b>	<b>Décision</b>
-------	--	-----------------

Le conseil communal,

Considérant que M. Breyer Roland a quitté la salle pour ce point de l'ordre du jour ;

Vu le projet de modification ponctuelle de la partie graphique du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP-QE) concernant des fonds sis à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy », élaboré par le bureau d'études Zeyen & Baumann pour le compte de l'Administration communale et mis en procédure par décision du collège échevinal du 21 mai 2021 ;

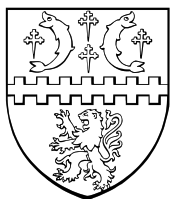
Considérant que le projet de modification susmentionné vise à attribuer, à la parcelle cadastrale n° 1270/5379, actuellement soumise aux dispositions du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE) « zone mixte urbaine » [MIX-u • c-3], les dispositions du PAP QE « zone de bâtiments et d'équipements publics » [BEP] ;

Considérant qu'en exécution de l'article 27(1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, la modification du PAP QE visé est menée parallèlement à la procédure d'adoption de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général (PAG), réf. 17C/014/2021 ;

Considérant que dans le cadre de la procédure d'adoption, prévue par l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le dossier a été soumis pour avis à la Cellule d'évaluation instituée auprès du Ministère de l'Intérieur et le projet de modification ponctuelle a été déposé, pendant 30 jours à partir du 28 mai 2021, à la maison communale où le public a pu en prendre connaissance; que ce dépôt a été rendu public par voie d'affiches et par un avis au public publié le 28 mai 2021 dans quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ;

Considérant que dans ce délai légal de trente jours, les observations et objections contre le projet ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins, ceci sous peine de forclusion ;

Considérant que dans ce délai, aucune objection n'a été introduite ;



Considérant que dans son avis du 2 juin 2021, formulé en date du 12 juillet 2021, la Cellule d'évaluation instituée auprès du Ministère de l'Intérieur :

- constate la conformité du projet de modification du plan d'aménagement particulier « quartier existant » lui soumis avec les dispositions du projet de modification du PAG actuellement en cours,
- n'a pas d'observations à émettre quant à la conformité du projet de modification du plan d'aménagement particulier « quartier existant » aux objectifs définis à l'article 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Entendu le porte-parole du collège des bourgmestre et échevins proposant, compte tenu de ce qui précède, d'adopter le projet de modification ponctuelle de la partie graphique du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP-QE) concernant des fonds sis à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy », dans sa version originale ;

Vu la version originale du projet de modification ponctuelle de la partie graphique du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP-QE) concernant des fonds sis à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy » ;

Vu l'avis de la Cellule d'évaluation instituée auprès du Ministère de l'Intérieur, référence 19098/17C, PAG 17C/014/2021, du 2 juin 2021 ;

Vu les parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Pétange, adoptées par le conseil communal en sa séance du 25 septembre 2017 et approuvées par le Ministre de l'Intérieur le 29 mars 2018, référence 17C/007/2017, telles qu'elles ont été modifiées par la suite ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu les mesures de simplification administrative introduites par la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » dans le domaine de l'aménagement communal et du développement urbain ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant l'organisation et le fonctionnement de la commission d'aménagement ainsi que l'organisation et le fonctionnement de la cellule d'évaluation ;

Vu le règlement grand-ducal dit 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » ;

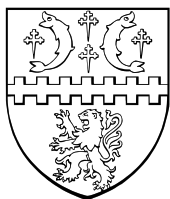
Vu le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du rapport justificatif et du plan directeur du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » ;

Vu la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire et modifiant la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;



Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'adopter le projet de modification ponctuelle de la partie graphique du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP-QE) concernant des fonds sis à Rodange, au lieu-dit « Route de Longwy », dans sa forme originale.

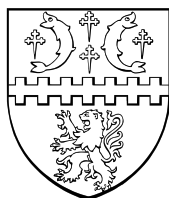
La présente est transmise pour approbation au Ministère de l'Intérieur.

En séance publique à Pétange date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

7.1.	<b>Transports et communications</b> <b>Règlement temporaire d'urgence de la circulation</b> <b>routière à Rodange, route de Luxembourg</b>	<b>Décision</b>
------	--	-----------------

Le conseil communal,

Considérant que M. Breyer Roland a quitté la salle pour ce point de l'ordre du jour ;

Vu le règlement d'urgence arrêté par le collège échevinal le 20 juillet 2021, modifiant temporairement le règlement général de la circulation en vigueur dans la route de Luxembourg à Rodange, qui a dû être édicté en raison des travaux de réaménagement de la gare routière des voyageurs à Rodange engendrant le déplacement provisoire de ladite gare routière dans la route de Luxembourg (N5), à la hauteur des maisons n°15 à n°17 ;

Considérant que le collège échevinal est bien en droit d'édicter des règlements en cas d'urgence, pouvoir qui lui est conféré pour ce qui intéresse plus particulièrement la circulation, par l'article 5 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques, tel que ce texte a été modifié par la suite ;

Considérant encore que ce règlement cesse d'avoir effet s'il n'est pas confirmé par le conseil communal en sa prochaine séance ;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

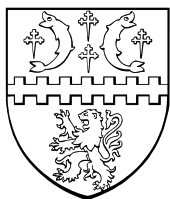
Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié dans la suite ;

Vu l'article 29 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité     d é c i d e

d'approuver la délibération précitée, aux termes de laquelle le collège des bourgmestre et échevins a édicté, à titre temporaire, des modifications par rapport au règlement de circulation existant.



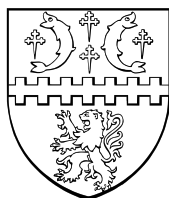
La présente est transmise pour approbation au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

7.2.	<b>Transports et communications</b> <b>Règlement temporaire d'urgence de la circulation</b> <b> routièrè à Rodange, rue Jos. Moscardo</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le règlement d'urgence arrêté par le collège échevinal le 30 août 2021, modifiant temporairement le règlement général de la circulation en vigueur dans la rue Jos. Moscardo à Rodange, qui a dû être édicté en raison des travaux de construction d'un nouveau parking dans ladite rue ;

Considérant que le collège échevinal est bien en droit d'édicter des règlements en cas d'urgence, pouvoir qui lui est conféré pour ce qui intéresse plus particulièrement la circulation, par l'article 5 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques, tel que ce texte a été modifié par la suite ;

Considérant encore que ce règlement cesse d'avoir effet s'il n'est pas confirmé par le conseil communal en sa prochaine séance ;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié dans la suite ;

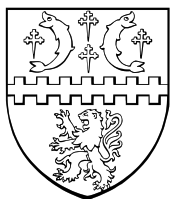
Vu l'article 29 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité     d é c i d e

d'approuver la délibération précitée, aux termes de laquelle le collège des bourgmestre et échevins a édicté, à titre temporaire, des modifications par rapport au règlement de circulation existant.





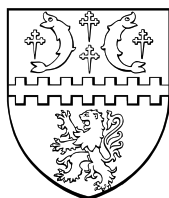
La présente est transmise pour approbation au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

7.3.	<b>Transports et communications</b> <b>Règlement temporaire d'urgence de la circulation</b> <b> routièr à Rodange, avenue Dr Gaasch</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le règlement d'urgence arrêté par le collège échevinal le 10 septembre 2021, modifiant temporairement le règlement général de la circulation en vigueur dans l'avenue Dr Gaasch à Rodange, qui a dû être édicté en raison des travaux de construction d'une résidence située à Rodange, avenue Dr Gaasch 54-56 (CR176) ;

Considérant que le collège échevinal est bien en droit d'édicter des règlements en cas d'urgence, pouvoir qui lui est conféré pour ce qui intéresse plus particulièrement la circulation, par l'article 5 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques, tel que ce texte a été modifié par la suite ;

Considérant encore que ce règlement cesse d'avoir effet s'il n'est pas confirmé par le conseil communal en sa prochaine séance ;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

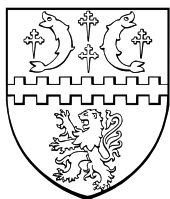
Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié dans la suite ;

Vu l'article 29 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité     d é c i d e

d'approuver la délibération précitée, aux termes de laquelle le collège des bourgmestre et échevins a édicté, à titre temporaire, des modifications par rapport au règlement de circulation existant.



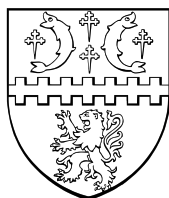
La présente est transmise pour approbation au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,



# ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE

## REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

### Séance publique du 20 septembre 2021

Annonce publique et convocation des conseillers: 14 septembre 2021

Présents	Mellina Pierre, bourgmestre ; Halsdorf Jean-Marie, Conter-Klein Raymonde, Mertzig Romain, échevins ; Agostino Maria, Arendt Patrick, Becker Romain, Birtz Gaby, Bouché-Berens Marie-Louise, Brecht Guy, Breyer Roland, Goergen Marc, Martins Dias André, Remacle Patrick, Stoffel Marco, Welter Christian, conseillers ; Braun Mike, secrétaire.
Absents	Scheuer Romain, conseiller (excusé).

7.4.	<b>Transports et communications</b> <b>Règlement temporaire d'urgence de la circulation</b> <b> routièr à Lamadelaine, rue de la Montagne</b>	<b>Décision</b>
------	---	-----------------

Le conseil communal,

Vu le règlement d'urgence arrêté par le collège échevinal le 17 août 2021, modifiant temporairement le règlement général de la circulation en vigueur dans la rue de la Montagne à Lamadelaine, qui a dû être édicté en raison de travaux de renouvellement des infrastructures routièr ;

Considérant que le collège échevinal est bien en droit d'édicter des règlements en cas d'urgence, pouvoir qui lui est conféré pour ce qui intéresse plus particulièrement la circulation, par l'article 5 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques, tel que ce texte a été modifié par la suite ;

Considérant encore que ce règlement cesse d'avoir effet s'il n'est pas confirmé par le conseil communal en sa prochaine séance ;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

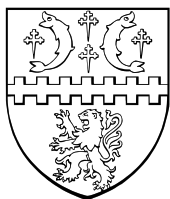
Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié dans la suite ;

Vu l'article 29 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération conforme,

à l'unanimité d é c i d e

d'approuver la délibération précitée, aux termes de laquelle le collège des bourgmestre et échevins a édicté, à titre temporaire, des modifications par rapport au règlement de circulation existant.



La présente est transmise pour approbation au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

En séance publique à Pétange, date qu'en tête.  
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme :  
Pétange, le 21 septembre 2021

Le secrétaire,

Le bourgmestre,